

11^e année · Nouvelle série

c.m.
revue mensuelle

N° 89 Décembre 1980

Pierre Joye

**LES DÉBUTS
DU CAPITALISME
EN BELGIQUE**

Documents

**HOMMAGE
PLURALISTE
A
JULIEN LAHAUT**

Interview

**CONVERSATION
AVEC
JEAN LOUVET**

Didier Dupont

**LANGAGE
ET IDÉOLOGIE**

Jacques Nagels

**POLOGNE 1970-80 :
DIX ANS
D'ÉCONOMIE,
BILAN
D'UNE POLITIQUE**



**cahiers
marxistes**

A paraître prochainement :

- Le démantèlement de la recherche scientifique (par un collectif)
- Médecine sociale : à Tivoli et ailleurs (par J. Lemaître)
- Pour une histoire de Belgique sans mythes nationalistes ni parcellisation (par J.J. Heirwegh, du groupe CHEMa)

Sommaire

Pierre Joye

Les débuts du capitalisme en Belgique p. 1

Jacques Nagels

**Pologne 1970-1980 :
dix ans d'économie, bilan d'une politique** p. 13

Documents

**Julien Lahaut : un hommage pluraliste
(Liège, 26 octobre 1980)** p. 31

Interview

Conversation avec Jean Louvet p. 44

Didier Dupont

**Langage et idéologie :
aperçu historique de la question** p. 50

En diagonale

**Prise d'otage à Vielsalm :
l'« odieuse » soif d'espérance** p. 59

Dessins : Wilchar.

Comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve •

Comité de rédaction :

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyrès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vander-motten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Secrétaire de rédaction : Pierre Ergo

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Les débuts du capitalisme en Belgique

Dans l'article « *Une histoire de Belgique aujourd'hui ?* », publié ici même le mois dernier, Claire Billen souligne combien l'œuvre d'Henri Pirenne — avec ses mérites et ses lacunes — a marqué la plupart des auteurs qui lui ont succédé. Elle regrette par ailleurs la carence presque complète de recherches concernant un problème aussi important que l'accumulation du capital lors de l'industrialisation de nos provinces. Encore que les deux questions puissent sembler de nature différente, je me demande si elles ne sont pas liées.

La vision économiste de l'histoire de Pirenne incita longtemps le mouvement ouvrier et les milieux progressistes à considérer que, même s'il ne se réclamait pas de Marx, c'était tout comme. Il est significatif que la Librairie du « Peuple » édita, en 1922, une communication de Pirenne sur « *Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme* » dans une collection de brochures populaires comprenant également « Le Manifeste » et des textes de Vandervelde, Jaurès, Henri de Man et César De Paepe. (1)

Or, si cet exposé de Pirenne est loin d'être dépourvu d'intérêt, sa conception du capitalisme et de ses traits essentiels diffère complètement de celle de Marx.

Pour Pirenne, « *le capitalisme est bien plus ancien que l'on est ordinairement tenté de le croire. Sans doute son action dans les temps modernes a été beaucoup plus envahissante qu'au Moyen âge. Mais il n'y a là qu'une différence quantitative et non une différence qualitative, une différence d'intensité et non une différence de*

(1) Henri Pirenne, « *Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme* ». Editions du « Peuple », Bruxelles, 1922. Cette communication, faite aux Académies de Belgique, développait des idées que Pirenne avait déjà exposées au Congrès historique international de Londres en 1913.

nature. » (2). D'après Pirenne, les débuts du capitalisme se situent dès le 12^e siècle et il en attribue l'origine au développement du commerce international : « *Lui seul a fait surgir cette classe de marchands professionnels qui fut l'instrument essentiel de la transformation économique du XI^e et du XII^e siècle. Dans les deux régions d'Europe où elle a débuté, l'Italie du Nord et les Pays-Bas, le spectacle est le même. C'est le trafic à longue distance qui a donné l'élan* ». (3)

La conception de Marx est différente. Pour lui, ce sont les *modes de production*, autrement dit les forces productives et les rapports de production, qui conditionnent le développement historique et les caractères d'une formation économique-sociale. Et le capitalisme constitue un mode de production déterminé qui se définit en se référant non seulement à l'état des forces productives (état de développement technique) mais en examinant aussi à *qui appartiennent* les moyens de production et *quelles relations sociales* se créent entre les hommes en fonction du rôle qu'ils occupent dans la production.

D'après Marx, l'apparition du mode de production capitaliste exige à la fois qu'une classe de la société concentre entre ses mains les principaux moyens de production et qu'une classe dépourvue de moyens de production n'ait que sa force de travail à offrir sur le marché.

Cette définition du capitalisme exclut les systèmes de production artisanale où le producteur est propriétaire de ses moyens de production et vend ses produits aux consommateurs — directement ou par l'entremise de marchands — car, dans ce cas, il n'y a pas de séparation entre la propriété et le travail. Et elle diffère également de celles qui mettent l'accent sur l'existence d'une classe de marchands en gros, de courtiers ou d'usuriers qui pratiquent le prêt à intérêt. Même s'il arrive que ces marchands et ces usuriers amassent des richesses considérables, leur apparition ne suffit pas pour former une *société capitaliste* car elle ne modifie pas le mode de production.

DÉTERMINER LES TRAITS SPÉCIFIQUES

En l'occurrence, il ne s'agit pas d'une querelle de mots mais du souci de rechercher la définition qui éclaire le mieux le processus du développement historique.

Les définitions qui mettent l'accent sur l'existence d'un système commercial développé, sur la production pour un marché étendu, sur l'investissement lucratif de l'argent ou même sur l'apparition de « l'esprit d'entreprise » ont l'inconvénient d'être beaucoup trop larges

(2) H. Pirenne, « *Les périodes de l'histoire sociale...* », p. 5.

(3) H. Pirenne, « *Histoire économique et sociale du Moyen âge* », Paris, 1963, p. 116. Notons qu'à l'époque où il s'affirmait marxiste, Henri de Man développait la même idée. Dans son article « *La particularité du mouvement ouvrier en Belgique* », publié en 1911 dans *Die Neue Zeit*, il évoque « *les sept siècles de capitalisme que le prolétariat belge a derrière lui* ». (Texte reproduit dans « *Le mouvement ouvrier en Belgique (1911)* » par Henri de Man et Louis de Brouckère. Editions de la Fondation Jacquemotte, Bruxelles, 1965, p. 48).

pour caractériser une époque historique donnée. Des phénomènes de ce genre se constatent en effet au Moyen âge et même dans l'Antiquité, ce qui conduirait à considérer que presque toutes les sociétés ont été « capitalistes » jusqu'à un certain degré.

L'important, c'est d'adopter une définition qui fait ressortir les traits spécifiques de la société moderne et ce qui la différencie des formations économique-sociales qui l'ont précédée.

Cela ne doit certes pas nous amener à croire que des frontières rigides séparent les différentes étapes du développement économique et social. A toutes les époques, on trouve des survivances des systèmes précédents et même souvent des éléments des systèmes ultérieurs. Mais sauf pendant de brèves périodes de transition, les *caractéristiques* de chaque période sont déterminées par une forme économique-sociale prédominante plus ou moins homogène.

Le moment le plus intéressant n'est donc pas celui où une nouvelle forme économique apparaît de façon embryonnaire; c'est celui où cette forme atteint des dimensions suffisantes pour marquer *toute la société* de son empreinte et pour exercer une influence déterminante dans le développement de celle-ci.

Cela ne signifie pas qu'à ce moment l'ancien mode de production sera éliminé complètement. Mais il sera rapidement ramené à des dimensions qui ne lui permettent plus de concurrencer sérieusement le mode de production dominant. Et cela parce que le nouveau mode de production, uni aux nouvelles forces productives et aux nouvelles possibilités économiques, pourra étendre sa sphère d'activité bien au-delà des limites dans lesquelles se mouvait l'ancien mode de production.

LIMITES DU CAPITAL MARCHAND

Si nous envisageons le capitalisme comme un *mode de production* spécifique, nous ne pouvons pas fixer ses débuts dès l'apparition d'un commerce exercé sur une assez grande échelle et d'une classe marchande. Nous devons rechercher à quel moment se produisent des modifications dans le mode de production qui entraînent la subordination directe des producteurs aux capitalistes sur une échelle assez vaste pour modifier les structures fondamentales de la société. Or l'existence d'une classe de marchands n'influence guère la structure de la société aussi longtemps que ces marchands se bornent à servir d'intermédiaires entre producteurs et consommateurs. Cette classe de marchands peut en effet s'accommoder de l'existence de formations économique-sociales fort différentes.

Le capitalisme marchand a certes pris dès la fin du Moyen âge une expansion qui a parfois donné lieu à des transactions internationales importantes et entraîné un développement rapide des techniques commerciales et bancaires. Des comptoirs commerciaux, des banques privées et publiques importantes, des compagnies de commerce exerçant leurs activités dans toute l'Europe et en Orient se sont créées dans quelques grands centres commerciaux, villes ita-

liennes et ports du Nord. Mais les rapports que ces banquiers et ces marchands entretenaient avec les producteurs ne se situaient pas sur le plan de la production. Ils se situaient *en dehors* de l'activité productrice; ils concernaient seulement l'achat et la vente des matières premières et des produits finis.

Le capital marchand n'a pas une vie autonome découlant directement du processus de production. Il réalise un profit en s'appropriant une partie du produit social général. Dans une société précapitaliste, il constitue la seule forme de capital existant mais son rôle s'exerce essentiellement dans la sphère de la circulation, sans modifier le processus de production.

Le capital commercial prépare certes la transformation du mode de production. Son développement favorise la concentration de la fortune monétaire et réclame un accroissement de la quantité de marchandises qui se répercute sur l'organisation même de la production. Dans ce sens, il exerce un rôle positif en poussant au développement des forces productives, mais son développement ne suffira pas, à lui seul, à mettre en œuvre le passage d'un mode de production à l'autre. Il passera du reste au second plan dès le moment où la révolution industrielle permettra au capitalisme de réaliser son mode de production propre, basé sur l'unité de production de grande dimension (la fabrique) et de parachever ainsi le divorce entre le producteur et ce que celui-ci conservait de pouvoir sur les moyens de production.

LES DÉBUTS DU CAPITALISME INDUSTRIEL

Comment cette transformation fondamentale s'est-elle effectuée en Belgique? Si ce problème n'a sans doute pas retenu jusqu'ici toute l'attention qu'il mérite, cela provient peut-être de ce que pour Pirenne — dont Claire Billen souligne à juste titre l'influence — l'avènement du *mode de production* capitaliste ne constituait pas une rupture plus radicale que les modifications successives dans l'évolution économique au cours des siècles précédents.

Ce qui ne doit toutefois pas nous faire perdre de vue que Pirenne avait fort bien perçu qu'« à chaque transformation du mouvement économique se produit une solution de continuité... L'histoire économique ne se présente pas sous la forme cohérente d'un plan incliné, elle ressemble plutôt à un escalier dont chaque marche s'élève brusquement au-dessus de celle qui la précède. Nous ne nous trouvons pas en présence d'une montée lente et régulière, mais d'une succession de degrés ». (4)

Cela dit — et même si l'étude de l'accumulation du capital n'a pas encore été l'objet d'une recherche exhaustive en Belgique — les indications dont nous disposons dès maintenant me semblent suffisantes pour en proposer tout au moins quelques éléments en laissant aux historiens professionnels le soin de les préciser et de les compléter.

(4) H. Pirenne, « Les périodes de l'histoire sociale... », p. 2.

A quel moment le « décollage » du capitalisme industriel se situe-t-il en Belgique ?

Sans dissimuler ce que toute tentative de fixer une date précise comporte d'arbitraire, ne fût-ce que parce que les étapes du développement du capitalisme diffèrent selon les régions et les branches d'activité, il me semble qu'on peut situer ce moment aux toutes premières années du 19^e siècle, sous le régime français.

L'introduction des mécaniques dans la draperie verviétoise en 1798-99, la création des filatures de coton gantoises en 1801, la fondation de l'atelier de construction de machines de Cockerill en 1807 apparaissent comme les initiatives qui marquent le mieux les premiers pas du capitalisme industriel dans nos provinces.

Ces dates doivent pourtant seulement être considérées comme des points de repère car sous l'Ancien régime déjà, on peut relever de nombreux exemples d'entreprises industrielles qui présentent un caractère typiquement capitaliste, fût-ce parfois sous une forme embryonnaire.

C'est le cas des initiatives des Desandrouin et des Chapel dans la métallurgie et l'industrie charbonnière. C'est le cas de la carrosserie Simon à Bruxelles, de la cristallerie de Vonèche, de la draperie de la Vesdre où on assiste à une centralisation du travail dans des ateliers utilisant la force hydraulique de la rivière pour actionner les machines à fouler et à tondre. Et les premières initiatives qui introduisirent l'industrie du coton dans la région gantoise, l'indienne de Josse Clemmen notamment, annoncent les débuts d'un véritable capitalisme moderne.

S'ils témoignent d'une évolution qui se précisera par la suite, ces cas ne constituent toutefois que des exceptions. Même là où l'industrie enregistre les progrès les plus marquants, ces progrès sont encore modestes et limités à un nombre réduit de secteurs d'activité. A la fin du 18^e siècle, la force de l'homme reste la principale source d'énergie dans nos provinces. C'est elle qui met en mouvement le métier à tisser, qui amène encore le plus souvent le charbon du fond des puits au moyen d'un treuil. Tout au plus se sert-on parfois de l'eau comme force motrice — pour la fabrication du fer et dans la draperie verviétoise, par exemple — ou de celle des chevaux pour l'épuisement des eaux souterraines des mines de houille. L'usage de la machine à vapeur est tout à fait exceptionnel puisqu'il se limite à quelques tentatives d'employer des « pompes à feu » Newcomen pour l'exhaure des eaux dans quelques charbonnages à partir de 1720.

A la fin de l'Ancien régime, l'agriculture constitue toujours l'activité économique essentielle et la principale source de richesse dans les Pays-Bas autrichiens.

L'HISTOIRE MODERNE DU CAPITAL

D'après Marx, « *l'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au 16^e siècle* ». (5). II

(5) K. Marx, « *Le Capital* », Livre I, Tome I, p. 151. Editions sociales, Paris, 1950.

n'en fut pas ainsi pour nos provinces, qui restèrent à l'écart de ce mouvement. Si la découverte du Nouveau Monde contribua à faire pendant quelques années d'Anvers un des plus grands centres du commerce maritime de l'Europe, la fermeture de l'Escaut (1648) mit bientôt fin à cette prospérité passagère. Alors que les Provinces-Unies connaissent durant tout le 17^e siècle un épanouissement commercial qui permet à Amsterdam de devenir le plus grand marché européen de capitaux, les Pays-Bas autrichiens ne disposeront jamais d'une banque commerciale. Tout au plus quelques banquiers pratiqueront-ils l'escompte.

Les grandes fortunes ne manquent pas, mais elles sont fondées sur la propriété foncière. Elles appartiennent surtout à la noblesse et aux établissements religieux et si la richesse accumulée est considérable, les possédants l'utilisent surtout pour acquérir de nouvelles terres ou, à l'occasion, des fonds d'Etat autrichiens.

La sécurité des placements fonciers paraît préférable aux risques relevant du commerce ou de l'industrie et s'il arrive à des propriétaires fonciers — seigneurs, abbayes ou monastères — de s'intéresser à la construction sur leurs terres d'une forge ou d'une verrerie, à l'ouverture d'un charbonnage, ils en restent là. Ils se bornent à percevoir une redevance comme ils perçoivent les revenus de leurs propriétés foncières, mais ils ne prennent aucune initiative pour perfectionner l'outillage, pour étendre les activités de ces entreprises.

Les progrès opérés dans l'industrie restent dès lors très lents. Des transformations se produisent pourtant parfois dans certaines branches d'activité. C'est ainsi que depuis le 15^e siècle, la draperie urbaine se borne à produire pour la consommation locale à l'abri de la protection que le régime corporatif oppose à la concurrence extérieure mais on assiste en même temps au développement d'une « nouvelle draperie » dans les campagnes flamandes.

Cette draperie rurale diffère beaucoup de celle pratiquée jusque là dans les villes. Au lieu d'être exercée par les « métiers » en respectant les règlements corporatifs, la « nouvelle draperie » est pratiquée dans les villages par des cultivateurs d'abord et aussi, par la suite, par un véritable prolétariat rural vivant uniquement de cette activité. Traitant des matières premières plus grossières, elle produit des tissus à bon marché, des draps légers et des sayettes destinés surtout à l'exportation.

Le rôle du capital marchand se renforcera encore dans cette « nouvelle draperie » où il arrivera parfois qu'un seul entrepreneur concentre sous sa direction toutes les opérations techniques. Même quand il continuera à travailler la terre, le producteur rural dépendra entièrement du marchand, aussi bien pour obtenir la matière première que pour écouler le produit de son travail.

Il en ira de même pour les tisserands de lin dont l'activité connaîtra un grand développement dans les campagnes flamandes. Industrie à domicile exercée par les ménagères et les cultivateurs, la toilerie de lin occupera la moitié de la population rurale des Flandres

mais ici aussi les tisserands dépendront entièrement des marchands auxquels ils apportent leurs toiles et qui absorbent toute leur production.

Le capital marchand joue aussi un rôle prépondérant dans le nouveau centre drapier qui se développe à partir du 15^e siècle dans la vallée de la Vesdre. Pendant longtemps, seuls les laveurs de laine, teinturiers, foulons et finisseurs habitent la ville. Le filage et le tissage sont effectués par les paysans des campagnes environnantes, par les ménagères, cultivateurs et éleveurs de vaches des alentours qui travaillent pour le compte des marchands drapiers et reçoivent seulement le prix de la façon.

Et le travail à domicile effectué pour le compte d'un marchand domine aussi dans beaucoup d'autres industries : clouterie, armurerie, coutellerie, quincaillerie, etc.

Le trait commun de ces différentes industries rurales où le producteur individuel est assujéti au capital marchand c'est qu'elles laissent subsister l'ancien mode de production sans apporter de progrès notable dans les techniques de fabrication. Si cette mainmise du capital marchand sur la production joue parfois un rôle de transition, elle freine le plus souvent les progrès techniques précisément parce qu'elle conserve l'ancien mode de production — artisanal — comme base.

Comme l'avait noté Marx : « *Ce système fait obstacle au mode de production capitaliste véritable et il finit par disparaître avec le développement de ce dernier. Sans bouleverser le mode de production, il aggrave seulement la situation des producteurs directs, les transforme en simples salariés et prolétaires dans des conditions plus défavorables encore que celles des ouvriers directement soumis au capital et il s'approprie leur travail sur la base de l'ancien mode de production.* » (6)

Même là où le capital a déjà pénétré depuis longtemps dans la production, les transformations provoquées par la révolution industrielle entraîneront en général la disparition des activités industrielles là où cette pénétration s'est effectuée par le capital marchand en conservant des modes de production précapitalistes, des techniques de travail artisanales. Les industries modernes ne seront pas le prolongement direct, sans solution de continuité, des industries des siècles précédents. Elles se situeront sur un plan différent et leur apparition marquera de ce fait le plus souvent une rupture radicale avec le passé.

Ces mutations ne s'opéreront du reste pas toujours au même rythme dans toutes les régions et dans toutes les branches d'activité. Dans la région verviétoise, l'introduction des mécaniques dans l'industrie lainière obligera les fileurs des campagnes à aller chercher un emploi à la ville dès les premières années du 19^e siècle. En Flandre, par contre, l'industrie linière continuera à être pratiquée à domi-

(6) K. Marx, « *Le Capital* », Livre III, Tome I, p. 343. Editions Sociales, Paris, 1957.

2) Substituer la logique d'une nouvelle croissance à celle du démantèlement et de la déflation

Le Parti communiste a fait connaître depuis pas mal de temps déjà, ses propositions essentielles en vue d'enclencher un nouveau modèle de croissance, axé sur la priorité de l'emploi, la satisfaction des besoins populaires et le rééquilibrage de nos échanges extérieurs.

Rappelons-en ici les grandes lignes :

A. Défense du pouvoir d'achat et de l'emploi existants

1. Sauvegarde du pouvoir d'achat populaire par l'arrêt des attaques contre les salaires et traitements, contre l'indexation, contre la Sécurité sociale;

2. Suspension des fermetures et licenciements non assortis de la création d'emplois compensatoires;

3. Passage accéléré aux 36 heures, voire aux 35 heures, avec embauche compensatoire, dans les secteurs-clés;

4. Protection du volume de l'emploi, par réglementation conventionnelle et sous contrôle des travailleurs, dans les entreprises et secteurs concernés par l'introduction de techniques nouvelles;

5. Elimination des mesures discriminatoires frappant, avant tout en matière de sécurité d'emploi, les travailleurs à temps partiel, les stagiaires, les cadres spéciaux temporaires, les ouvriers et employés en sous-traitance.

B. Réorientation des interventions et des prélèvements publics pour favoriser l'emploi

1. Arrêt des aides et commandes publiques qui favorisent les investissements de « rationalisation » sans contrepartie, ou faibles créateurs d'emplois; conditionnement des aides et commandes à des garanties précises et contrôlables par les travailleurs, en matière de maintien de l'emploi, de reconversion, de réembauche; sanctions réelles pour les employeurs qui contreviennent à leurs engagements;

2. Véritable mise sous statut public, par les institutions et organes nationaux ou régionaux, selon les secteurs, et en excluant toute mystifiante « mixité », des entreprises viables menacées de démantèlement ou de liquidation, soit par les carences de leurs propriétaires, soit par la volonté des groupes financiers;

3. Redistribution des charges sociales des entreprises, selon des critères nouveaux qui favorisent, au lieu de les pénaliser, les activités à haute intensité de main-d'œuvre et de la masse des petites et moyennes entreprises, cela en remplaçant la masse salariale, plafonnée ou non, soit par la valeur des actifs, soit par la valeur ajoutée;

Dans les charbonnages, les premières « pompes à feu » de Newcomen avaient certes été installées dès 1720 (à Jemeppe-sur-Meuse) et 1727 (au puits du Fayat, à Lodelinsart) pour l'exhaure des eaux mais leur usage resta exceptionnel et c'est seulement en 1807 (au charbonnage du Bois-du-Luc, à Houdeng-Aimeries) puis en 1811 (à la houillère de la Plomterie à Liège) que les machines à vapeur seront utilisées pour l'extraction.

Il en ira de même dans la métallurgie où les usines sidérurgiques créées au lendemain de la révolution industrielle le seront le plus souvent à l'initiative d'hommes nouveaux comme Orban et Cockerill et les progrès techniques décisifs — fours à puddler et hauts fourneaux à coke — seulement introduits à partir des années 1820.

L'ORIGINE DES CAPITAUX

C'est après l'annexion de nos provinces à la France qu'une série d'initiatives y marquent les débuts du capitalisme industriel, le premier palier de son démarrage. L'introduction des institutions de la République française bouleverse en effet les structures traditionnelles du pays, supprimant ce qu'il restait de privilèges et de restrictions corporatives, et l'ouverture du vaste marché qu'offrira l'Empire français favorisera les initiatives des « hommes nouveaux » qui investiront des capitaux dans l'industrie naissante.

D'où proviennent ces capitaux ? La richesse qui avait le mieux résisté aux épreuves était la richesse immobilière accumulée entre les mains du clergé et de la noblesse. Favorisée par la hausse continue du taux des fermages au 18^e siècle, la croissance de la rente foncière a permis une accumulation de richesses qui a constitué la grande réserve monétaire pour l'industrialisation.

La vente des biens nationaux joua un rôle important à cet égard. Elle lésa très peu la noblesse ; l'émigration ayant été presque nulle, les nobles demeurèrent les grands propriétaires fonciers. Par contre, l'Eglise perdit ses terres, confisquées comme biens nationaux, donc l'essentiel de sa puissance économique.

Sous l'Ancien régime, l'Eglise possédait des biens immenses et ses revenus fonciers représentaient probablement plus du tiers du revenu total du sol. (8)

La mise en adjudication de ces biens commence en décembre 1796 mais, à la différence de la France, la paysannerie n'en profite que dans une faible mesure. L'ascendant du clergé est grand dans les campagnes et quand les hésitants se décident, il est trop tard : par blocs ou par parcelles, les domaines ecclésiastiques ont été acquis, directement ou par intermédiaires afin de conserver l'anonymat, par des spéculateurs et des fonctionnaires du nouveau régime, des entrepreneurs et des industriels, des gros propriétaires et des

(8) L'étendue des terres possédées par le clergé n'a jamais été déterminée avec exactitude et les estimations varient fort, les plus modestes l'évaluant à un quart du sol, d'autres estimant qu'elle en représentait au moins la moitié, ce qui correspond à l'opinion courante à l'époque.

bourgeois des villes et même, fort souvent, par des membres de la noblesse.

Lors des premières adjudications surtout, beaucoup de biens nationaux passèrent entre les mains de particuliers à des prix dérisoires. De très nombreux domaines ecclésiastiques ayant fait l'objet de transferts successifs, il n'est pas toujours possible d'identifier les bénéficiaires de ces opérations d'autant plus qu'ils ne s'en vantèrent pas. Comme le rapporte malicieusement un auteur du début du siècle : « *Leurs descendants, disait un archiviste, font beaucoup de bien et on n'aime pas de dévoiler l'origine de leur fortune* ». (9)

Nombre d'exemples d'acquisitions effectuées par des représentants de la nouvelle bourgeoisie industrielle peuvent pourtant être cités.

Lievin Bauwens, né dans une famille de tanneurs gantois, s'enrichit grâce à des fournitures aux armées françaises en 1795 et acquit ensuite comme biens nationaux les bâtiments où il installa par la suite ses filatures : le couvent des Bonshommes, à Passy, le couvent des Chartreux et l'abbaye de Tronchiennes, à Gand.

Pierre-François Tiberghien, négociant en gros de tissus à Bruxelles, acheta l'abbaye de Heylissem pour y installer une usine de cotonnades et monta ensuite une filature de coton dans l'ancienne abbaye de Saint-Denis, près de Mons.

A.J. Braconnier acquit les terrains du couvent de Saint-Laurent, à Liège, pour y ouvrir une exploitation de houille, la première des nombreuses concessions charbonnières que ses descendants allaient se faire octroyer par la suite.

Dominique Mosselman, un commerçant en grains, acquit une bonne partie de la fortune avec laquelle il racheta plus tard l'usine de zinc de la Vieille-Montagne en se faisant adjuger des biens ecclésiastiques dans la région de Villers-la-Ville.

Philippe-François Lippens, ancien régisseur de l'abbaye de Saint-Pierre, à Gand, fonda la fortune de sa famille en rachetant les terres que cette abbaye possédait dans le pays de Waes et le long de la mer de Heyst à la frontière hollandaise.

Après s'être enrichi en spéculant sur les assignats, *Michel-Joseph Orban* arrondit sa fortune en acquérant, en plein centre de Liège, des domaines fonciers ayant appartenu aux Chartreux et aux Dominicains, ce qui fournit à son fils *Henri-Joseph Orban* les moyens de jouer un rôle important dans l'industrie métallurgique.

Et avant de devenir un des principaux fabricants de tôles de la région, *Nicolas Delloye* s'était également enrichi en acquérant des biens nationaux.

D'une façon plus générale, la confiscation des biens d'Église favorisa le développement des entreprises industrielles en leur per-

(9) Jan St. Lewinski. « *L'évolution industrielle de la Belgique* ». Bruxelles-Paris, 1911, p. 122.

mettant d'acquérir à bas prix les bâtiments nécessaires à leur installation. Après avoir connu des fortunes diverses, beaucoup d'autres couvents et abbayes deviendront en effet le siège d'établissements importants.

La *Lainière de Sclessin* s'installa en 1800 dans l'ancien couvent des Chartreux. *John Cockerill* acquit en 1817 du roi Guillaume le château des Princes Evêques à Seraing pour y établir son usine. L'ancienne abbaye cistercienne du Val-Saint-Lambert, vendue comme bien national en 1796, fut rachetée en 1825 par François Kemlin et Auguste Lelièvre pour y installer la *Cristallerie du Val-Saint-Lambert*. La première glacerie du pays fut créée en 1836 dans l'ancienne abbaye de *Sainte-Marie d'Oignies*. Et la *Société Générale* s'établit, dès sa fondation (1822) dans l'hôtel de la Montagne du Parc que l'abbaye d'Averbode avait construit en 1779 pour servir de résidence d'été à ses abbés.

Il arriva également que la richesse accumulée dans la propriété foncière ou issue d'activités commerciales finance directement le développement industriel. (10).

Sous l'Ancien régime déjà, une partie de la noblesse s'était intéressée à l'industrie — aux charbonnages notamment — et cet intérêt s'accrut au fur et à mesure que les profits qui pouvaient en découler se précisaient. (11) Le fondateur de la dynastie des *Warocqué* était un gros propriétaire foncier, médaillé en 1811 par le gouvernement napoléonien comme principal planteur de betteraves à sucre de l'arrondissement de Charleroi. Et la bourgeoisie commerçante s'intéressa également à l'industrie. Des marchands de charbon comme les *Fontaine-Spitaels*, de Mons, prirent des intérêts dans les charbonnages qui les approvisionnaient et des négociants gantois s'intéressèrent aux nouvelles fabriques de textile aux côtés des « barons du coton » locaux, les de Hemptinne et consorts.

UNE « ANGLETERRE CONTINENTALE »

La victoire des Alliés sur Napoléon et l'incorporation de nos provinces dans le royaume des Pays-Bas provoqueront un temps d'arrêt, plongeant l'industrie belge dans une crise profonde. Séparée du marché français par des droits prohibitifs, elle se trouve par surcroît en butte à la concurrence des manufactures britanniques, mieux équipées, dont les produits inondent le pays depuis la disparition du blocus continental.

Dès 1820, la situation se redresse toutefois et, à partir de 1824, l'industrie se développe avec rapidité, stimulée par les débouchés offerts par les Indes néerlandaises et encouragée par les subsides

(10) La fortune de Gédéon Desandrouin, le fondateur de cette dynastie d'industriels, se composait de verreries et de biens-fonds et ses descendants développèrent leurs activités en menant de front les opérations industrielles et commerciales et les investissements fonciers.

(11) En 1778, le prince Louis Englebert d'Arenberg, seigneur de Châtelaineau, y fonda la Compagnie du Gouffre pour exploiter ce charbonnage avec le concours de Jean-Marie Stanislas Desandrouin.

que le roi Guillaume — qui veut « faire de son pays une Angleterre continentale » — fait accorder aux fabricants pour moderniser leurs entreprises.

Dans les houillères l'usage des machines à vapeur se généralise, la concentration des puits s'accroît et les membres de la grande bourgeoisie et de la noblesse sont de plus en plus nombreux à s'y intéresser. Les Gendebien détiennent de gros intérêts dans les charbonnages hennuyers et parmi les concessionnaires des mines du bassin de Liège, on trouve, à côté d'industriels comme Orban, Cocke-rill et de Lamine, les représentants les plus en vue de la noblesse terrienne : Mercy d'Argenteau, d'Aigremont, le comte d'Oultremont, le prince d'Arenberg, la douairière de Méan, le comte de Theux, le comte de Borchgrave, les barons de Liedekerke-Beaufort et de Berlaymont.

Dans la sidérurgie, les premiers fours à puddler sont construits en 1822-23 par *J.H. Orban* à Grivegnée et les premiers hauts fourneaux à coke érigés sur le continent le sont peu après presque en même temps par *Paul Huart-Chapel* à Hauchies près de Couillet, *John Cockerill* à Seraing et *Hannonet-Gendarme* à Couvin.

C'est le deuxième palier du « démarrage » et, en 1830, la Belgique est déjà un pays relativement industrialisé, le plus industrialisé du continent, se situant à cet égard immédiatement après l'Angleterre.

Si les progrès de l'industrie sont réels, l'agriculture n'en reste pas moins la principale occupation de la population et les fortunes les plus importantes continuent à être constituées par des propriétés immobilières. L'industrie de cette époque ressemble encore fort peu à ce qu'elle va devenir. Le travail à domicile et la petite industrie dominent encore, les grandes entreprises sont l'exception et même les plus importantes sont le plus souvent des affaires de famille. La société anonyme est à peu près inconnue et, pendant toute la période hollandaise, on n'en créera qu'une vingtaine, pour la plupart des compagnies d'assurances. Le marché des capitaux est encore rudimentaire et la *Société Générale des Pays-Bas pour favoriser l'industrie nationale* (la future *Société Générale de Belgique*), créée en 1822 à l'initiative de Guillaume I d'Orange-Nassau, n'exercera qu'une influence très limitée durant cette première période de son existence, s'occupant surtout de la gestion de son vaste domaine immobilier.

Le bond décisif de l'industrialisation de la Belgique se placera plus tard — pendant le « cycle long » 1842-1872. Et la croissance industrielle ne se poursuivra pas de façon linéaire, chaque branche d'activité se développant au même rythme au cours du temps. Elle se fera par strates successives qui verront certaines industries perdre leur importance ou même disparaître tandis que surgissent des industries nouvelles qui prennent la première place.

Mais ceci déborde le cadre des remarques que m'a suggérées l'article de Claire Billen.

Pologne 1970-1980 : dix ans d'économie, bilan d'une politique

Dans un article publié dans les Cahiers Marxistes d'octobre 1980 (« Pologne : les fruits mûrs d'un été chaud »), J.P. Vankeerberghen a mis en évidence un certain nombre d'éléments explicatifs des événements surgis récemment en Pologne. Il a notamment souligné les similitudes des causes des flambées sociales de 1956, 1970, 1976 et 1980. Il a insisté sur le poids du passé et sur celui d'un clergé puissamment organisé et jouissant d'un prestige justifié par 1.000 ans d'identification à la nation polonaise. Il a mis à juste titre l'accent sur une contradiction relativement spécifique à la Pologne : d'une part « une société civile incontestablement complexe, marquée du sceau du pluralisme social, culturel et même politique » et d'autre part « un appareil d'Etat monolithique, hiérarchisé, étroitement lié au point de se confondre avec lui à un parti communiste ... exerçant un pouvoir " totalisant " appelé à contrôler l'ensemble de la vie sociale, de la base au sommet. »

Dans cet article, je me pencherai plus spécialement sur la politique économique et sociale de la dernière décennie. On peut la scinder en deux périodes : 1970 à 1975 et de 1976 à 1980. Ensuite, je tenterai de dégager quelques enseignements de l'étude des événements polonais mais qui, mutatis mutandis, sont relatifs au fonctionnement de toutes les économies socialistes.

1. 1971 A 1976 : LA CROISSANCE EXUBÉRANTE

Dans le tableau I nous avons construit cinq indicateurs de développement économique pour la période 1971-75 et pour l'année 1976.

Les chiffres relatifs au plan quinquennal 1971-75 représentent (en %) des moyennes annuelles. Ils sont par conséquent fiables car peu influencés par des événements accidentels comme la sécheresse, l'hiver rude, etc. Dans une seconde colonne nous comparons ces chiffres à la moyenne de cinq autres pays socialistes européens : la Bulgarie (B), la Hongrie (H), la R.D.A. (A), la Roumanie (R), et la Tchécoslovaquie (T).

Taux de croissance annuels (en %)

		POLOGNE	B.H.A.R.T.
Production nationale	1971-75	9,7	7,2
	1976	7,1	5,4
Production industrielle	1971-75	10,5	8,3
	1976	9,8	6,8
Production agricole	1971-75	3,6	4,0
	1976	— 0,7	2,0
Investissement brut	1971-75	18,4	7,8
	1976	2,3	3,0
Salaire mensuel moyen	1971-75	9,8	4,1
	1976	11,4	4,2

Les investissements surtout ont connu un essor considérable : près de 20 % par an, ce qui constitue un rythme de croissance deux fois plus élevé que celui des autres pays socialistes. L'agriculture en revanche, traîne la patte.

Avant d'examiner les conséquences de cette croissance ultra-rapide après 1975, essayons d'en esquisser un certain nombre de caractéristiques.

1.1. Première caractéristique : une croissance au service des besoins.

Il ne s'agit pas du tout, comme on l'affirme parfois dans la presse occidentale, d'une croissance à la brésilienne, où les masses rurales connaissent une exploitation éhontée, où les conditions de travail dans les usines sont désastreuses, où s'érigent des ghettos de misère et de chômage autour des centres urbains et où, en même temps, une couche sociale s'enrichit scandaleusement. Il ne s'agit pas non plus d'une certaine croissance impulsée par des enclaves industrielles, véritables cathédrales au milieu du désert, contrôlée par des multinationales étrangères et où l'autonomie nationale cède le pas devant l'hégémonie du capital transnational. Au contraire, la modernisation a bénéficié à l'ensemble de la population.

En effet, l'emploi est passé de 9.817.00 personnes en 1970 à 11.632.000 en 1975. L'économie a donc été en mesure d'absorber en cinq ans un accroissement de la population active initiale. Cette augmentation de population active est due principalement aux jeunes travailleurs — accroissement naturel de la population de 2 % entre 1950 et 1955 — et à un léger accroissement du travail féminin.

D'autres indices de satisfaction des besoins de la population sont probants, même s'il y a eu écart entre besoins solvables et leur satisfaction. Le nombre de voitures par 1.000 habitants a doublé entre 1970 et 1975. Pendant la même période, le nombre de kg de viande consommés

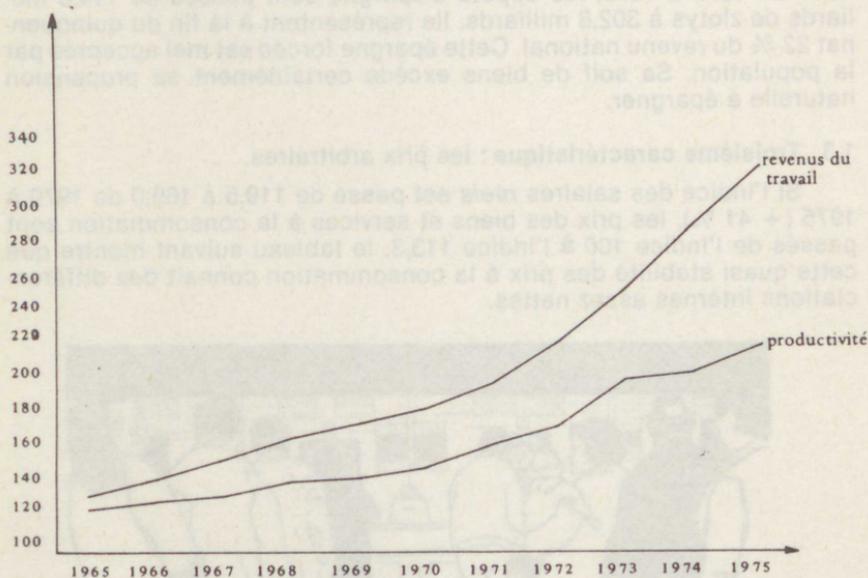
par habitant est passé de 53 à 70,3 et le nombre d'œufs de 186 à 209. C'est dire que la qualité du « panier de la ménagère » s'est améliorée. Le nombre de chambres habitables a augmenté d'environ 50 % : de 630.000 à 959.900. Les allocations sociales ont plus que doublé : de 14.750 millions de zlotys en 1970 à 33.243 millions en 1975 et l'assurance-maladie a triplé. (1)

On peut donc, sur ce plan bien précis, se déclarer d'accord avec l'appréciation de Kania à la session plénière du C.C. d'octobre 1980 : « A la VIII^e session plénière en 1971, puis au VI^e congrès, notre parti avait tiré les conclusions de la tragédie de décembre en élaborant une ligne générale orientée sur la satisfaction des besoins humains, sur l'accélération du développement du pays... Sa réalisation apporta des changements avantageux nullement négligeables. Ils sont visibles à l'œil nu. » (2)

1.2. Deuxième caractéristique : disproportion entre l'accroissement des salaires et l'accroissement de la productivité.

Le graphique suivant montre que l'écart se creuse très nettement pendant le plan quinquennal 1971-75 et surtout depuis 1973.

Evolution des revenus du travail et de la productivité (3)



(1) Toutes les données chiffrées sont extraites de l'*Annuaire statistique polonais de 1980* (Varsovie, mars 1980, édition anglaise).

(2) KANIA, S., *La situation politique dans le pays et les tâches actuelles du Parti* (Rapport du Bureau politique présenté à la VI^e session plénière du C.C.), Varsovie, 4 et 5 octobre 1980, p. 7.

(3) Source : *Annuaire statistique 1976*, Varsovie, G.U.S., p. 84.

Pourquoi un tel décalage pose-t-il problème ?

Supposons qu'en une heure de travail, l'ouvrier produit 100 crayons et qu'il gagne 10 zlotys l'heure. Grâce au progrès technique, il augmente sa productivité de 10 % et il produit par conséquent 110 crayons l'heure. L'augmentation salariale pendant la même période s'élève également à 10 % : il touche par conséquent 11 zlotys l'heure. Par unité produite le coût salarial est resté constant : $10/100 = 11/110 = 1$ zloty par crayon.

Supposons maintenant, ce qui fut le cas pendant le quinquennat 1971-75, que le salaire augmente nettement plus vite que la productivité. Il s'ensuit que le coût salarial par unité produite va augmenter.

On peut évidemment hausser les prix à la consommation de telle sorte que cette augmentation absorbe les revenus excédentaires. En fait, de 71 à 75, pour des raisons politiques et sociales liées aux événements de décembre 1970, les prix à la consommation n'ont que très légèrement haussé : ± 1 à 1,5 % par an. Cet accroissement ne comble que partiellement le décalage entre l'accroissement des salaires et celui de la productivité. Dès lors, on risque de se retrouver avec une masse de revenus distribués qui n'ont pas la possibilité de se métamorphoser en marchandises. Le pouvoir d'achat excède les moyens de consommation en vente. Par conséquent, il faut geler une fraction des revenus : de 1970 à 1975, les dépôts d'épargne sont passés de 114,8 milliards de zlotys à 302,8 milliards. Ils représentent à la fin du quinquennat 22 % du revenu national. Cette épargne forcée est mal acceptée par la population. Sa soif de biens excède certainement sa propension naturelle à épargner.

1.3. Troisième caractéristique : les prix arbitraires.

Si l'indice des salaires *réels* est passé de 119,5 à 169,0 de 1970 à 1975 (+ 41 %), les prix des biens et services à la consommation sont passés de l'indice 100 à l'indice 113,3. le tableau suivant montre que cette quasi stabilité des prix à la consommation connaît des différenciations internes assez nettes.



**Evolution des prix des biens et services à la consommation
(1970 = 100)**

	1975
Biens et services.....	113,3
1. Biens	111,0
1.1 Produits alimentaires	103,5
<i>Dont :</i>	
produits à base de céréales	102,8
viande.....	99,1
graisses	99,9
sucre.....	100,0
1.2 Boissons alcoolisées.....	127,9
1.3 Vêtements	109,8
1.4 Chaussures	135,8
1.5 Electro-ménager	88,0
1.6 Radio, T.V.	89,0
2. Services.....	111,4
<i>Dont :</i>	
tailleur.....	138,4
cordonnier	138,5
électricité et gaz	104,1
culture.....	96,4
éducation.....	149,1
poste et téléphone.....	155,3

La planification a poursuivi deux objectifs dans le maintien de sa stabilité des prix : — le maintien à bas prix des produits les plus nécessaires (produits alimentaires principalement); — la modernisation de l'équipement ménager.

Le second objectif est économiquement viable : la croissance de la productivité dans les secteurs qui produisent ces biens permettent un abaissement de leur coût. Le premier objectif devient presque intenable quand on le compare aux prix d'achat de l'Etat à l'agriculture.

Prix d'achat de l'Etat à l'agriculture (1970 = 100)

Froment.....	114
Seigle.....	127
Pommes de terre	191
Bœuf	182
Veau.....	196
Porc.....	140
Lait.....	139
OEufs	115

Dans la période suivante, on sera bien obligé de laisser libre cours à l'évolution des prix. Malheureusement retenus avec trop de fermeté pendant trop longtemps, ils prendront le mors aux dents.

1.4 Quatrième caractéristique : la frénésie de l'accumulation.

Marx, en se moquant des capitalistes rentiers et frivoles, dit un jour « qu'ils préféreraient l'accumulation des plaisirs au plaisir de l'accumulation ». On a parfois l'impression, en étudiant l'évolution des pays socialistes, que l'inverse de cette maxime a servi de guide pour l'action. Le tableau ci-après l'atteste.

Investissements en milliards de zlotys de 1970 à 1975

	1970	1975
Investissements totaux	207,1	541,1
Dont :		
investissements productifs.....	155,8	428,6
investissements improductifs	51,3	122,5

Le fonds d'accumulation n'a cessé de croître : de 25 % en 1960 à 28 % en 1970 et de 28 % en 1970 à 38 % en 1975 !

Une telle politique a permis une croissance économique rapide. L'accent a été mis principalement sur les branches qui fournissent les moyens de production (A), comme le montre le tableau suivant :

Taux de croissance par branche (1970 = 100)

(A) Métallurgie	160,3
(A) Fabrications métalliques	195,7
(A) Chimie	176,5
(B) Industries légères (textile, confection, cuir et peaux)	153,2
(B) Industries agro-alimentaires	153,3
(B) Agriculture	119,8

Que les investissements privilégient les branches produisant des moyens de production (A) par rapport à celles qui produisent des moyens de consommation (B) ne doit pas surprendre outre mesure. En effet, le progrès technique s'incorpore dans les machines. Moderniser l'économie signifie par conséquent acheter et produire de nouvelles machines. En outre, la composition organique du capital augmente, dès lors les industries produisant des moyens de production doivent croître plus vite. Le problème est plutôt un problème de mesure qu'un problème de principe.

Au demeurant, quand on sait que la part des machines et biens d'équipement dans les investissements totaux est passée de 1970 à

1975 de 39,6 % à 44,4 % et que la part des investissements dans l'agriculture a diminué (de 16,17 % à 13,30 %), on peut raisonnablement penser qu'on a dépassé la borne.

Une priorité accordée au secteur A ne constitue pas en soi une source d'inflation ou la cause de goulots d'étranglement. Le modèle soviétique des premiers plans quinquennaux ou le type de croissance poursuivi par les démocraties populaires des années 50 s'accompagnaient d'un développement plus rapide du secteur A. En l'occurrence, les augmentations des salaires n'excédaient pas celles de la productivité du travail et la somme des revenus distribués n'excédait pas la masse des biens de consommation disponibles sur le marché. Il n'y eut donc ni inflation, ni épargne forcée.

1.5 Cinquième caractéristique : croissance et ouverture de l'économie.

La stratégie de développement préconisée après la chute de Gomulka rompait avec le passé sur un autre point crucial : au lieu de croître en autarcie plus ou moins forte, on va tenter un développement en ouvrant audacieusement l'économie sur le monde extérieur. « Désormais, comme l'affirme K. Szymkiewicz, le commerce extérieur doit devenir un des facteurs-moteurs d'une croissance dynamique ayant pour finalité la réalisation du bien-être de la population. Les importations servant avant tout à moderniser l'appareil national de production et à satisfaire la demande interne en biens de consommation courante. Les exportations s'accroîtront grâce à la spécialisation pour l'exportation, rendue possible par l'importation massive de technologie moderne. Pour réaliser ce programme d'ouverture, la Pologne rompra avec la limitation des crédits étrangers, pratiquée jusqu'alors. » (4)

De fait, la plupart des pays socialistes ont suivi une stratégie assez voisine en partant notamment de l'idée que le commerce extérieur aurait un effet induit extrêmement positif : obliger les entreprises nationales à devenir compétitives. C'est là un vieux problème qui a toujours tracassé les économistes des pays socialistes. Le marché est cruel mais efficace. Comment trouver un substitut au marché qui bannit la cruauté et sauve l'efficacité ? Vers la fin des années '60, moment où les économies socialistes avaient déjà acquis une assiette suffisamment stable, on s'était dit que tout compte fait, on pourrait par le truchement du marché mondial forcer les entreprises à la compétitivité. Le lent passage de la guerre froide à la détente crée les conditions politiques qui permettent de relancer les échanges entre l'Est et l'Ouest. Des facteurs économiques internes, tant à l'Est qu'à l'Ouest, rendent compte de la cadence soutenue de ces relations pendant cette période. A l'Est, jusqu'en 1975-76 — l'avant-dernier plan quinquennal 1971-1975 — la croissance de la production industrielle a été élevée : respectivement 8 %, 8,5 %, 7,9 %, et 5,5 % en 1973, 1974, 1975 et 1976. En outre, à partir des années '60, l'industrialisation d'*extensive* devient *intensive*. C'est-à-dire qu'au lieu de produire plus avec des techniques relativement classi-

(4) SZYMKIEWICZ, K., *L'ouverture de l'économie planifiée aux échanges internationaux et le « modèle de commerce extérieur » : l'expérience polonaise*, dans *Economie politique de la planification en système socialiste*, Etudes coordonnées par M. Lavigne, Paris, 1978, p. 222.

ques, on met de plus en plus l'accent sur l'introduction massive du progrès technique dans l'appareil de production. Compte tenu du retard technologique de l'Est par rapport à l'Ouest, la transformation de l'industrialisation extensive en une industrialisation intensive a pu être réalisée par l'importation de biens de capital fixe occidentaux. Entre les pays hautement industrialisés d'Europe occidentale, disposant de technologies de pointe et d'entreprises dont la taille devenait suffisamment importante pour se lancer dans la vente de clefs-sur-porte et, plus tard, dans des opérations de « joint venture » (*) et les pays moyennement industrialisés de l'Est, il y a des complémentarités objectives qui fondent le développement accéléré des transactions Est-Ouest. L'Europe occidentale peut construire des usines à l'Est, vendre des machines-outils, transférer sa technologie et son savoir-faire. En contre-partie, l'Est peut nous fournir des matières premières et énergétiques ainsi que des produits manufacturés contenant relativement peu de valeur ajoutée. A l'Ouest, l'activité économique soutenue des « golden Sixties » permet d'absorber les importations en provenance de l'Est.

Pour la Pologne, on enregistre une accélération de la croissance du commerce extérieur pendant la période 71-75 qui dépasse de loin celle du produit national. Les chiffres ci-après le démontrent :

Croissance annuelle du produit matériel brut	9,8 %
Croissance annuelle des importations	15,2 %
Croissance annuelle des exportations	10,9 %

Les chiffres prouvent d'une part que la part du commerce extérieur par rapport au produit national devient de plus en plus grande et que d'autre part les importations augmentent beaucoup plus vite que les exportations.

Une analyse plus poussée met en évidence que c'est principalement le commerce extérieur avec l'Europe occidentale qui est responsable et de l'ouverture accrue de l'économie polonaise et de son déficit commercial.

Commerce extérieur de la Pologne avec le monde occidental (5)

	1970	1973	1975
% du commerce avec l'Occident			
dans les exportations	29,4 %	34,2 %	31,5 %
dans les importations	25,8 %	44,4 %	41,3 %
Solde de la balance commerciale avec les pays occidentaux (en millions de dollars)	2.147	— 1.269	— 2.673

(*) Association entre multinationales occidentales et l'Etat socialiste pour ériger des entreprises « mixtes » à l'Est.

(5) Il faut considérer ces chiffres comme un ordre de grandeur. Voir à ce propos : le « Bulletin économique pour l'Europe des Nations-Unies », New York, 1979, p. 91 et LEMOINE, F., « L'endettement des pays de l'Est en devises convertibles », dans *La Documentation française*, n° 222, Paris, oct. 1978.

Pour financer ce déficit en devises fortes, la Pologne a dû recourir à des emprunts massifs à l'Ouest, comme l'indiquent les chiffres suivants :

Endettement de la Pologne vis-à-vis de l'Occident (6)

	1970	1973	1975
Endettement net en devises (milliards de dollars).....	0,8	1,9	6,9
Rapport de la dette et des exportations vers l'Ouest.....	0,8	0,9	2,3
Taux du service de la dette en % des exportations vers l'Ouest.....	20 %	21 %	43 %

Comme le souligne François Gèze dans un article qui vient d'être publié dans « Le Monde Diplomatique » : « Relativement à sa taille, la Pologne est sans doute le pays du Comecon le plus engagé dans la coopération industrielle avec l'Ouest : sur 1.500 contrats de coopération Est-Ouest recensés jusqu'en 1978, environ 300 étaient le fait de la Pologne ». (7)

*
* *

Si je me suis attardé sur les caractéristiques de cette croissance exubérante, c'est parce qu'elle renferme toutes les contradictions qui vont exploser durant la période postérieure sur laquelle je pourrai passer plus rapidement.

On peut se demander pourquoi un planificateur, même coupé des masses mais a priori non dénué d'intelligence et d'expérience, a pu commettre de telles erreurs. Avant d'avancer un premier jeu de raisons — j'y reviendrai dans les conclusions générales — il faut avoir à l'esprit qu'une certaine dynamique interne a été mise en branle, que la machine économique s'est emballée et que le planificateur n'avait pas voulu ni prévu toutes les conséquences de cette croissance. Ainsi, par exemple, au cours du premier quinquennat « le plafond maximum des fonds d'investissement fixé dans les résolutions du VI^e Congrès fut dépassé d'un tiers, c'est-à-dire de 500 milliards de zlotys. » (8) Plus loin, Kania ajoute : « la consommation augmentait, elle aussi, à maints égards, de manière spontanée et au cours du premier quinquennat, elle dépasse notablement les possibilités économiques du pays. » (9) En résumé, « les proportions dans l'économie se formaient dans une grande

(6) KANET, R., *Le commerce extérieur polonais*, in *La Revue d'études comparatives Est-Ouest*, mars 1980.

(7) GÈZE, F., *Le poids de la dépendance à l'égard de l'Occident*, in *Le Monde Diplomatique*, octobre 1980.

(8) KANIA, S., *Rapport cité*, p. 8.

(9) *Ibid.*, p. 9.

mesure de manière spontanée. Ce qui favorisait le mot d'ordre de " plan ouvert ", en fait sans plan. » (10)

Il n'empêche qu'il y avait, à l'origine, cette volonté clairement proclamée de construire une nouvelle Pologne. Trois éléments, d'ailleurs liés entre eux, ont vraisemblablement joué un rôle majeur.

L'équipe de Gierak a voulu éviter que se répètent les événements de décembre 1970. D'où des augmentations salariales extrêmement importantes, disproportionnées par rapport aux capacités de l'économie, bref une sorte de fuite en avant. Aux revendications des travailleurs qui exigeaient plus de démocratie et plus de pain, on a surtout répondu par beaucoup plus de pain.

En second lieu, le sentiment national exacerbé exigeait une Pologne puissante avec un appareil de production mis à neuf. De là des taux d'investissement extravagants et une sous-estimation du développement agricole.

En troisième lieu, il devait exister certains courants pour penser qu'une plus grande autonomie vis-à-vis de l'U.R.S.S. pourrait être acquise au prix d'une plus grande ouverture vers l'Ouest. Par conséquent, on a cru bon d'importer, très imprudemment, beaucoup plus d'Europe occidentale sans trop se préoccuper des problèmes que cela allait poser par la suite.

Le rapport Kania met en évidence les multiples erreurs du plan 71-75 sans trop se pencher sur les mobiles politiques qui fondent ces déviations. Il conclut l'analyse de cette période par l'appréciation suivante : « Il est hors de doute que dans la moitié des années soixante-dix, il était encore possible d'éviter que l'économie ne s'engage dans une impasse. » (11) A mon avis, le ver était dans le fruit dès le lancement du plan. En tout état de cause, fin 1973, suffisamment de sonnettes d'alarme intérieures avaient tinté pour qu'on prenne des mesures de redressement. En outre, il ne fallait pas être prophète pour se rendre compte que la flambée des prix mondiaux des matières premières et des produits énergétiques allait frapper de plein fouet les économies occidentales et par conséquent les exportations polonaises vers l'Ouest. De surcroît, on pouvait prévoir que l'U.R.S.S. allait progressivement aligner ses prix du pétrole et du gaz naturel sur ceux de l'O.P.E.P. Naturellement en 1973, tout le C.C. du P.O.U.P. approuvait comme un seul homme et sans restrictions, la nouvelle stratégie économique.

2. DE 1976 A 1980 : DE LA CROISSANCE A LA STAGNATION

La rapide croissance — plus du double par rapport aux autres pays voisins — a rehaussé le pouvoir d'achat des masses. D'où une demande accrue de biens de consommation : produits agricoles, vêtements, chaussures, radios, appareils TV, marchandises en provenance du secteur agro-alimentaire, etc. Dans les deux secteurs-clés qui produisent ces marchandises, l'offre n'a pu suivre la demande. On assiste à des goulots d'étranglement classiques, surtout dans le domaine agricole. Pour ne pas avoir respecté le vieux précepte de Lénine — une économie

(10) *Ibid.*, p. 8.

(11) *Ibid.*, p. 10 et p. 11.

marche sur deux jambes : l'industrie et l'agriculture —, l'économie polonaise s'est mise à boiter dangereusement. Cette claudication s'est manifestée par différents symptômes que nous allons brièvement examiner.

2.1 Le retard de l'agriculture.

On a beaucoup parlé de la rigueur exceptionnelle de l'hiver 1978-79. Sans nier que ce facteur ait joué un rôle certain, il faut bien voir que seule une réforme structurelle de l'agriculture pourra venir à bout des problèmes. En effet, en 1979, trois quarts de la production agricole provient d'un secteur privé où la modernisation se heurte à d'énormes difficultés. Les quelques indices suivants l'attestent : sur les trois millions d'exploitations individuelles, 2,2 millions ont moins de 7 ha ; l'agriculture socialisée utilise deux fois plus d'engrais chimique par hectare que l'agriculture privée ; sur les terres arables collectivisées il y a trois fois plus de tracteurs par 100 ha que sur les terres privées ; la traction animale constitue l'essentiel de la force de traction énergétique de l'agriculture familiale : sur les 1.856.400 chevaux il y en a 1.815.400 dans le secteur privé.

La révolution scientifique et technique n'est pas incompatible avec la propriété familiale en agriculture. Une mécanisation poussée, une chimisation fine — non seulement des engrais mais également des insecticides, des herbicides — et une scientification de l'élevage et des cultures peuvent être introduites dans des exploitations de type familial. A deux conditions au moins :

— pour une production mixte qui allie l'élevage à la production de céréales, de betteraves, de pommes de terre et de fruits et légumes, il faut des exploitations d'une taille minimale d'une vingtaine d'ha ;

— les exploitants agricoles doivent être des paysans à temps plein ou tout au moins des paysans pour qui le revenu agricole constitue la partie la plus importante de leurs revenus.

Aucune de ces deux conditions n'est réunie en Pologne. En effet, sur les trois millions d'exploitations agricoles privées, 30,5 % disposent de 0,5 à 2 ha de terre arable et 30,2 % de 2 à 5 ha. (12) La propriété n'est donc pas seulement privée, elle est également *morcelée* à l'extrême (13). Avec 5 ha ou moins, on ne peut pas vivre. Dès lors, il existe en Pologne un nombre considérable d'ouvriers-paysans. Cette solution est dommageable et pour l'industrie et pour l'agriculture. Pour l'industrie parce qu'une grande partie du travail agricole étant concentrée dans le temps, cela perturbe nécessairement la production industrielle dont le rythme ne suit pas celui des saisons. Pour l'agriculture parce qu'un tel paysan investira très peu dans ce qui constitue pour lui une source de revenu d'appoint.

On comprend aisément qu'après tout ce qui s'est passé dans le monde rural polonais — collectivisation stalinienne dans les années '50 et privatisation sous Gomulka — le sujet est devenu presque tabou. Le

(12) JANZEL, W., *Choix erronés et dogmatisme*, Le Monde Diplomatique, octobre 1980.

(13) Voir à ce propos la synthèse de J.M. CHAUVIER (*l'Eté polonais 1980*, in *Bulletin de la Fondation A. Renard*, n° 109, août-sept. 1980, p. 30).

protocole d'accord de Gdansk en parle en termes vagues : « créer des perspectives durables pour le développement des propriétés agricoles familiales, fondement de l'agriculture polonaise, égaliser l'accès de secteurs agricoles aux moyens de production ... » (14). Le rapport Kania déplore les erreurs du passé mais n'est pas fort explicite quant à l'avenir : « Aussi nous adressons-nous à tous les agriculteurs : que chacun réfléchisse à ce qu'il pourra faire afin d'améliorer l'alimentation du pays. » (15)

A mon avis, aucune stratégie de développement n'aura de résultats globalement positifs en Pologne si on ne résout pas le problème agraire. Il est sans doute vrai que les conditions politiques et idéologiques ne sont pas remplies pour le résoudre du jour au lendemain. En revanche, si on ne prend pas ce problème à bras-le-corps, si on ne s'attelle pas à transformer « les conditions politiques et idéologiques » dans les campagnes, si on ne regroupe pas les terres on maintient les ferments durables de l'inflation, des insuffisances de l'approvisionnement, du déficit de la balance commerciale. Cela fait déjà à trois reprises en dix ans que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres se nomme viande, prix de la viande ou prix des biens alimentaires. On ne peut nier que ces problèmes ont quelque chose à voir avec l'agriculture !

De fait, 1979 fut une année particulièrement dure :

Production agricole		1978	1979
Blé	(1)	6.022	4.187
Seigle	(1)	7.427	5.201
Pommes de terre	(1)	45.596	49.572
Betteraves	(1)	15.706	14.154
Bovins	(2)	13.115	13.035
dont vaches	(2)	6.081	6.048
Porcins	(2)	21.717	21.224
Ovins	(2)	4.247	4.221
Lait	(3)	16,5	16,5

(1) milliers de tonnes
 (2) milliers de têtes
 (3) milliards de litres

En gros, la dernière décennie a connu des performances agricoles fort maigres et ceci pour des raisons avant tout structurelles.

2.2 La balance commerciale à vau-l'eau depuis 1975.

La dépendance de la Pologne vis-à-vis de l'Ouest n'a fait que croître : 29,7 % pour les importations en 1960 et 37,9 % en 1979.

Le déficit commercial envers l'Ouest s'aggrave depuis 1975, année où il atteignait déjà 75 milliards de FB. Dès lors la dette extérieure polonaise connaît une accélération rapide : de 507 milliards de FB en 1977 à 700 milliards aujourd'hui.

(14) *Bulletin de la F.A.R., op. cit., p. 38.*

(15) *Rapport Kania, p. 24.*

Comment en est-on arrivé là ?

Différents éléments l'expliquent. Certains sont particuliers à la Pologne, d'autres se retrouvent, à un degré plus ou moins grave, dans tous les pays socialistes.

En premier lieu, les investissements massifs des années 1971-75 ont été réalisés grâce à l'achat de biens de capital fixe occidentaux, grâce à l'érection d'usines clefs-sur-porte en provenance du Marché commun, grâce à l'ouverture de filiales de multinationales... La Pologne finance ces achats par des crédits à long terme que l'Occident lui octroie. De là l'importance de sa dette (16).

En deuxième lieu, la crise économique qui frappe les pays capitalistes hautement industrialisés a réduit les capacités d'importation en provenance de l'Est. Par conséquent, les exportations polonaises vers l'Ouest ont été touchées de plein fouet.

En troisième lieu, le Marché commun mise de plus en plus sur une série de nouveaux pays industrialisés (N.P.I.) pour importer des produits manufacturés banalisés. Il y a d'abord la volonté d'élargissement à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal dont le commerce extérieur est déjà fortement intégré à l'Europe des Neuf; en outre, les « pays-ateliers » (Hong-Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour) dont les salaires sont très inférieurs à ceux des pays socialistes constituent des partenaires privilégiés de la C.E.E. Dans une certaine euphorie de la détente, les pays socialistes n'avaient pas prévu ce détournement de commerce.

2.3 Le coup d'arrêt

Les conséquences dramatiques de la croissance déséquilibrée des années 71-75 (goulots d'étranglement, inflation, déficit de la balance commerciale, dette extérieure...) imposaient un coup d'arrêt brutal.

Quand les importations excèdent les exportations, il y a deux moyens de rétablir l'équilibre : soit stimuler les exportations, soit freiner les importations. L'augmentation des exportations dépend de la volonté du reste du monde. En l'occurrence, le monde occidental traverse une phase de dépression. Certes, à *moyen terme*, on peut modifier les courants d'échange, produire des biens manufacturés plus élaborés et plus demandés. Au demeurant, cela implique des restructurations industrielles et le processus prend des années. Quand il faut faire face rapidement, on est bien contraint de choisir l'autre voie : comprimer les importations. Pour atteindre cet objectif, il n'existe pas 36 moyens efficaces. Un seul est suffisamment puissant pour agir massivement : freiner la croissance du produit national, de la production industrielle, des revenus et surtout des investissements. En effet, seule cette politique restrictive permet de diminuer les importations de moyens de consommation (compression des revenus, donc du pouvoir d'achat, donc de la demande de biens de consommation) et de diminuer les importations des biens de production (diminution des investissements, donc de la demande extérieure de biens de capital fixe).

(16) Le service annuel de la dette (remboursement et paiement des intérêts) excède le volume des exportations vers l'Ouest. La dette extérieure de la Pologne s'élève à 40 % de toute la dette des pays socialistes (sans l'U.R.S.S.) envers l'Ouest.

Dans le tableau ci-dessous, nous comparons les chiffres de croissance de 1979 à ceux de 1971-75.

Taux de croissance annuels (en %)

	1971-75	1979
Produit national (en %)	9,7	2,8
Production industrielle (en %)	10,5	4,8
Investissements (en %)	18,4	-9,0

Déjà, la croissance déséquilibrée à outrance avait, de 1970 à 1975, créé des discordances entre les prix d'achat de l'Etat des biens de consommation et les prix de détail. A un moment donné, il fut impossible de continuer à contenir les prix. Les prix des biens alimentaires qui étaient demeurés constants de 1970 à 75 — de l'indice 100 à l'indice 103,5 — vont passer de l'indice 100 en 75 à l'indice 126 en 1979. 8,7 % de ces 26 % d'augmentation a eu lieu en 1979.

En 1978 et 79, les salaires *réels* — compte tenu de la hausse des prix de détail — furent pratiquement bloqués.

On peut donc dire qu'en 1978 et 1979, l'économie polonaise présentait les caractéristiques principales d'une stagflation : stagnation de la production et des revenus ; inflation des prix.

La situation était d'autant plus intolérable pour les masses qu'elles avaient connu des augmentations salariales de près de 10 % par an en termes réels de 1970 à 75.

Tant la croissance de 70-75 que la politique restrictive de 77-80 furent « menées à la hussarde ». Même si le terme a pu choquer, je le maintiens pour la simple raison qu'il correspond à la réalité.

3. EN GUISE DE CONCLUSION : LA POLOGNE ET LES AUTRES PAYS SOCIALISTES

Pour approfondir notre compréhension du socialisme réel, pour affiner notre position politique à l'égard des pays socialistes et également pour préciser les contours de la société socialiste que nous voulons construire chez nous, il convient de s'interroger sur les événements polonais. Ces dix dernières années, en effet, pour reprendre la phrase du rapport de Claude Renard de janvier 1978 consacré aux pays socialistes : « l'aspiration à plus de démocratie n'a été ressentie jusqu'ici de façon aiguë que dans certaines couches de travailleurs intellectuels, dont une petite minorité réagit aux abus de la bureaucratie en se marginalisant et en produisant ce qu'on appelle la « dissidence ». Ce qui s'est passé en Pologne est *qualitativement différent*. Il s'agit des masses en mouvement dont le noyau principal est la classe ouvrière, même les bastions traditionnels de la classe ouvrière polonaise. En termes belges, il aurait été question d'occupation des A.C.E.C., de Cockerill, de la F.N., du triangle de Charleroi, de Ford Genk,

L'entreprise pirennienne, idéologiquement indispensable au début du siècle, hautement fonctionnelle à cette époque, ne peut plus satisfaire en 1980.

En ce sens on doit rendre hommage à la courageuse et pertinente initiative de la revue Contradictions qui a pris en quelque sorte le problème à bras le corps dans son dernier numéro intitulé : « Etat, accumulation du capital et lutte de classes dans l'histoire de la Belgique (1830-1980) ».

Les marxistes sont plus que tous autres concernés par cette carence.

Nous reviendrons plus tard sur cet apport substantiel. Beaucoup des articles contenus dans ce volume peuvent servir de fil d'ariane à la définition d'une problématique nouvelle, certains témoignent aussi de l'absence presque complète d'éléments nécessaires à l'étude de phénomènes aussi importants que l'accumulation primitive du capital sous l'ancien régime et sur les bases agricoles d'une société qui s'industrialise.

Mais ceci n'est qu'un exemple; dans un prochain article, nous tenterons de faire un premier bilan des vides qu'il convient de combler sinon au plus vite du moins le plus soigneusement possible.



réunies dans tous les pays socialistes pour résoudre, selon des formes propres et à partir de leurs particularités nationales et historiques, les grands problèmes économiques, sociaux, politiques, institutionnels, idéologiques et éthiques auxquels ils sont confrontés. Il y a moyen de réorganiser, en profondeur et en tablant sur ses propres forces, les rapports de production et d'échange pour qu'ils soient à nouveau capables non seulement de permettre mais de stimuler puissamment l'essor des forces productives.

A l'heure actuelle, la conception même de la planification — et quand on parle de planification dans une société socialiste, il faut avoir à l'esprit qu'il s'agit de l'organisation de tout le tissu économique et social — constitue un frein au plein épanouissement et à la généralisation dans toutes les branches économiques de la révolution scientifique et technique. Cette assertion ne met évidemment pas en cause la nécessité vitale d'une planification. Le plan constitue l'élément intégrateur indispensable et la seule garantie de la cohésion globale de l'économie. Le plan, comme organisateur conscient et volontaire de la vie économique, se substitue à l'anarchique « main invisible » du capitalisme. La planification n'est pas en cause; seule la forme de la planification l'est. Or, à un stade de développement des forces productives où la complexité inouïe des mécanismes économiques croît de manière exponentielle, il faut mettre en place une planification souple, décentralisée et respectueuse de la vérité économique. Un type de planification qui ressemble à celle pour laquelle nous luttons dans nos sociétés capitalistes hautement industrialisées puisque le niveau de développement des forces productives des pays socialistes se rapproche de celui que nous connaissons. Une planification décentralisée implique un transfert de pouvoir économique vers de multiples autres centres; une planification décentralisée et *démocratique* implique un transfert de pouvoir économique vers les travailleurs des entreprises. La condition politique d'une telle décentralisation — en dehors des problèmes « techniques » (suffisamment de cadres compétents dans les entités décentralisées, par exemple) aujourd'hui globalement résolus — réside donc dans une confiance dans les masses, une confiance dans les travailleurs syndiqués ou non, membres ou non du Parti. Si depuis vingt ans qu'on parle de décentralisation dans tous les pays socialistes et qu'elle ne se matérialise dans les faits que de manière timorée et avec des retards énormes par rapport aux exigences du déploiement des forces productives, c'est bien parce que cette confiance demeure limitée. Elle restera limitée aussi longtemps que le Parti voudra exercer un « pouvoir totalisant » qui ne peut mener qu'à un simulacre de décentralisation démocratique où les responsables des ministères, des entreprises, des coopératives, des journaux, des académies, des universités... sont tenus de respecter la discipline du Parti. Elle sera limitée aussi longtemps que le parti lui-même ne fonctionnera pas de manière réellement démocratique tant il est vrai que dans les pays socialistes à parti unique la démocratisation de la société passe par celle du parti. Elle sera limitée aussi longtemps que le Parti ne sera pas constamment — et pas uniquement dans certaines circonstances exceptionnelles — à l'écoute des masses et sous le contrôle des masses.

Or les travailleurs-producteurs de l'entreprise se rendent compte plus ou moins confusément, de ce hiatus entre « forme d'organisation de la société » et « développement des forces productives ». Ils en prennent conscience parfois avec violence, parfois avec résignation, ce qui aboutit à travailler sans mettre beaucoup de cœur à l'ouvrage. Comment ne s'en rendraient-ils pas compte quand les matières premières n'arrivent pas et que cela entraîne des arrêts de production, quand les pièces de rechange font défaut alors qu'on sait qu'elles existent, quand les délais de livraison ne sont pas respectés, quand des innovations technologiques mettent dix ans avant d'être appliquées dans l'industrie, quand la réalisation du plan s'écarte nettement des objectifs fixés, quand globalement tout le monde sait bien que les forces productives pourraient donner plus et mieux que ce qu'elles offrent ?

Il ne faut pas se leurrer : le problème est d'envergure et sa solution difficile. Pour schématiser outrancièrement : il a fallu organiser après 1950, dans des conditions politiques, sociales et internationales épouvantables, un démarrage économique rapide, presque autarcique, sans paupérisation, sans bidonvilles, sans laisser croître les écarts entre régions ... bref, en respectant les exigences de la construction d'une société plus juste. Le modèle de planification administrative et hautement centralisée a réussi cette gageure. Il était approprié à un certain type de développement des forces productives. Mais en une vingtaine d'années (1950-70) il a secrété d'innombrables rouages, des administrations d'une lourdeur dantesque et dont le poids ne faisait que s'accroître. Le cercle est devenu vicieux : chaque solution d'un problème nouveau implique, dans une telle optique, un poids plus grand des ministères et c'est justement cette lourdeur accrue qui empêche de trouver une solution au nouveau problème né du développement des forces productives. Bien qu'il la favorise, ce processus n'entraîne pas nécessairement la bureaucratization des institutions. Il ne l'engendre que s'il y a carence du contrôle démocratique. Cette même carence explique le fossé de plus en plus grand qui se creuse entre les aspirations des hommes et des femmes et les décrets élaborés par un planificateur lunaire. L'incapacité de résoudre un certain nombre de problèmes économiques, et notamment l'incapacité d'agencer l'offre sectorielle de certains biens et services de consommation à leur demande, crée des files devant les magasins de détail, des insuffisances de l'approvisionnement, des délais d'attente pour des biens de consommation durables, l'inorganisation de la distribution. Ce sont principalement ces phénomènes-là qui expliquent l'apparition de la corruption aux différents échelons de la société, d'innombrables passe-droits, la mise en place quasi officielle d'un marché parallèle, un trafic de devises presque légal. Ici ce sont les travailleurs-consommateurs qui vivent quotidiennement l'inadéquation entre la « forme d'organisation de la société » et le « développement des forces productives ».

Il devient donc impérieux de rompre ce cercle vicieux et de se situer dans une autre logique de la planification sans quoi on ne donnera pas « des réponses appropriées » aux problèmes qui se posent et « il en résultera une aggravation des troubles politiques. » (rapport de Claude Renard au C.C. de janvier 1978). Ces réponses appropriées exigent que les masses deviennent partie prenante dans la détermination des objec-

tifs du plan et dans le contrôle de son exécution. Ce n'est qu'à cette condition qu'on peut rétablir un véritable consensus entre base et sommet, un nouveau contrat social entre le Parti, les institutions et les citoyens, une nouvelle forme d'organisation des rapports de production en conformité avec le développement actuel des forces productives.

(le 20 novembre 1980)



R 0 -14 LE BAIN
10x25



D 0 -15 LETANG
20x25



D 7 - TENDRESSE
15x21



D-31 DES PEAUX QUI CHANGENT DE BÊTES
32x60

Julien Lahaut : un hommage pluraliste

Liège, 26 octobre 1980

Inscrite sous le signe de la défense de la démocratie et de la paix, la Journée d'hommage à Julien Lahaut a rassemblé, le 26 octobre à Liège, un auditoire fervent. Voici (dans l'ordre où ils se sont succédé) les discours prononcés lors de la séance académique coprésidée par Marcel Levaux et Louis Van Geyt.

JEF TURF, vice-président néerlandophone du PCB

Il y a trente ans, Julien Lahaut était assassiné. Ce meurtre était signé.

Dans notre pays, la question royale venait à peine de connaître son dénouement, après une lutte longue et tenace où la classe ouvrière avait joué un rôle décisif.

Dans le monde, à peu près cinq ans après la défaite du fascisme hitlérien, le réarmement était relancé par les promoteurs de la guerre froide. Cela allait de pair avec une vague de fanatisme dirigée contre la classe ouvrière, contre les progressistes, contre les forces de paix et surtout contre les communistes.

Des tueurs à gages furent partout mis en piste : en Italie on tira sur Togliatti, en France Jacques Duclos fut la victime d'un attentat, au Japon le secrétaire du PC fut assassiné et à Buenos Aires des dirigeants du PC argentin.

En Belgique, c'est Julien Lahaut qui fut la cible de la terreur de droite qui prépara soigneusement son coup et dont les exécutants sont restés inconnus et les inspireurs ont — du moins officiellement — pu demeurer anonymes.

Julien Lahaut a été intensément témoin et acteur dans l'histoire turbulente de la première moitié de ce siècle. Combattant infatigable, tenant les barricades avancées de la lutte des classes, antifasciste conséquent et militant de la paix convaincu, il a pris personnellement part à tous les grands et difficiles moments de cette histoire.

Depuis le jour où il commence à travailler comme tourneur chez Cockerill, il prend part à toutes les grandes grèves, subit directement la répression patronale, est maintes fois jeté en prison. Il devient très vite un organisateur et un dirigeant dynamique du syndicat.

Après le procès du « grand complot » en 1923, il adhère au P.C. Depuis lors et jusqu'au jour de sa mort, sa vie s'est identifiée avec les actions du parti, au sein duquel il allait jouer un rôle de tout premier plan. Au cours des grandes grèves de 32 et surtout de 36, Julien a donné la pleine mesure de ses capacités. Avec son dynamisme et son énorme enthousiasme, il organisa la lutte contre la politique de crise, contre les réductions de salaires. Son grand mot d'ordre était l'unité. Unité de tous les travailleurs, socialistes, chrétiens et communistes. En 32, les travailleurs liégeois l'élisent député.

Même dans les conditions extrêmement difficiles de la guerre, Lahaut a su organiser la lutte revendicative, qui connut son apogée avec la grève des 100.000 métallos liégeois pour des hausses salariales et un meilleur ravitaillement.

Déjà avant ce moment, Lahaut avait compris le lien entre lutte revendicative des ouvriers et lutte antifasciste. Il prit une part active aux actions de solidarité organisées au profit des victimes du fascisme en Allemagne, en Italie, en Hongrie, Roumanie, Bulgarie. Il animait les campagnes pour Thälman, Gramsci, Dimitrov. Et son énergie inépuisable servit aussi à organiser l'aide matérielle et politique aux républicains espagnols.

Il vécut l'expérience des geôles hitlériennes. Mais même dans les camps nazis de la mort, à Neuengamme et Mauthausen, sa confiance en l'avenir resta inébranlable. Il organisa la solidarité entre détenus ; sa volonté de vivre et son optimisme rayonnaient sur les autres. Sa solidarité ne se limitait d'ailleurs pas aux communistes : c'est sur son lit, autel improvisé, qu'un jeune prêtre allemand dit la messe, pendant que Julien faisait le guet. Il resta 48 mois dans les bagnes fascistes et fut libéré à Mauthausen en 1945. Mais rien ne pouvait réduire la combativité de Lahaut.

Il se remit presque aussitôt à la tâche. Aux nombreuses et lourdes tâches de l'après-guerre : luttes ouvrières et luttes pour la paix. Il soutint avec ferveur l'appel de Stockholm pour l'interdiction des armes atomiques et montra le rôle important joué par l'Union soviétique dans le maintien de la paix. Il fut aux premiers rangs dans le combat contre la droite qui tentait d'entraîner notre pays dans la course aux armements et la limitation des droits démocratiques.

Les temps ont changé, mais à côté de grandes différences notre époque présente aussi des ressemblances avec celle de Lahaut. Nous pouvons tirer des leçons valables pour aujourd'hui de sa vie et de sa mort. Le monde capitaliste connaît à nouveau une crise terrible. A nouveau, on cherche à faire peser le poids de cette crise sur la population. Et le monde du dollar organise à nouveau la guerre froide, l'excitation antiprogressiste et anticommuniste. La course aux armements a repris de plus belle. Les véritables responsables de la crise tentent de détourner l'attention de leurs responsabilités, en culpabilisant travailleurs, chômeurs et syndicats. L'idéologie d'extrême-droite secrète à nouveau le poison du racisme et du fascisme. Et de nouveau, les groupuscules fascistes, insignifiants par eux-mêmes, bénéficient d'un large soutien de la part des milieux de droite. Comment peut-on sinon expliquer que la presse bourgeoise se mette soudain à parler de la violence de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche à l'occasion des récents événements ? Je demande à ces messieurs : où est la violence de gauche dans notre pays ? On peut dresser une liste des agressions, destructions, attentats et brutalités de l'extrême-droite. Où est cette liste à charge de la gauche ? Cet « équilibre » mensonger a pour seul but de combattre la gauche et les progressistes.

Mais la violence n'est pas seulement le fait du VMO ou de fanatiques nationalistes. Aujourd'hui la FEB organise des cours à l'intention de tous les chefs d'entreprise importants pour les monter contre les communistes, mais aussi contre les militants syndicaux et les dirigeants de la FGTB et de la CSC.

Entre le VMO et la FEB, les tâches sont réparties : aux uns la rue, aux autres les usines. Face à cette situation nouvelle il nous faut songer sans cesse à ce

leit-motiv de Julien Lahaut : unité de tous les travailleurs, socialistes, chrétiens, communistes, et des autres démocrates. Nous devons empêcher que l'adversaire réussisse à nouveau à nous dresser les uns contre les autres, afin de mieux défendre ses intérêts.

Et ceci n'est possible que si tous les démocrates — dans le respect des convictions et de l'identité de chacun — parviennent à collaborer autour d'objectifs concrets, comme la défense des droits sociaux et démocratiques acquis et des libertés syndicales, la réforme démocratique de nos institutions, l'égalité des droits de l'homme et de la femme, des Belges et des immigrés, des Flamands et des Wallons, le dépassement de la politique des blocs par le désarmement bilatéral, à commencer par les missiles nucléaires, la lutte contre le racisme et le fascisme liée à l'ouverture d'une issue à la crise.

Julien Lahaut avait un moyen simple d'assumer une telle tâche historique. Je cite Bob Claessens : « Lahaut ÉTAIT le peuple. Il était animé de la même passion. Il s'indignait des mêmes choses. Il voulait ce que le peuple voulait. Son langage était celui du peuple ». Tel est sans doute l'enseignement le plus important de la vie militante de Julien Lahaut : avec tolérance et fermeté, sans sectarisme et en dialogue constant avec le peuple, se mettre au service de celui-ci. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions réaliser le vieux rêve auquel Julien a consacré sa vie, notre rêve à nous aussi : une société meilleure, plus libre et plus humaine, pacifique et socialiste.

Chanoine HOUTART

Chers Amis, chers Camarades,

Julien Lahaut est mort comme il a vécu. Il a partagé le sort de bien de ceux qui ont mis leur vie au service des classes sociales défavorisées, exploitées ou opprimées. En quelques mots, je voudrais évoquer d'abord certains traits de sa personnalité et de son action, pour ensuite, par respect envers ce qu'il était, aborder quelques questions actuelles.

1. La personnalité et l'action de Julien Lahaut

Homme au langage direct et parfois brutal, il s'inséra toujours au cœur de la lutte réelle des travailleurs, et c'est pourquoi il manifesta une combativité sans relâche. Il est frappant de constater sa fidélité intransigeante à l'idéal poursuivi, celui de la lutte ouvrière, en bousculant bien souvent les institutions et les appareils. Il faisait preuve d'une fameuse dose d'anticonformisme. Peut-être savait-il qu'au fond, ces hommes-là, on finit toujours par les réhabiliter ou par les canoniser.

L'objectif fondamental qu'il poursuivait l'a empêché de tomber dans le sectarisme et cela, entre autres, justifie l'hommage que trente ans après sa mort, lui rendent, non seulement ses camarades de combats, mais aussi ceux qui, aujourd'hui, veulent mener une lutte commune et même certains de ses adversaires politiques. Il a prouvé sa largeur de vue lorsqu'il s'est agi de combattre le fascisme, n'hésitant pas à s'associer avec chrétiens et socialistes, aussi bien dans la clandestinité que dans les camps de concentration nazis.

Julien Lahaut se distingua aussi par son anticolonialisme et par son internationalisme. Il dénotait dans l'entreprise coloniale la présence du capitalisme, cherchant dans les pays de la périphérie de nouvelles sources d'accumulation et de nouvelles conditions de sa reproduction. Par ailleurs, son appui aux Brigades internationales manifestait son esprit universel, qui ne pouvait distinguer la lutte des uns de celle des autres, simplement sur la base d'une frontière politique, d'une différence culturelle ou d'une appartenance ethnique. En prenant cette position, c'est l'unité fondamentale de la classe ouvrière et par delà, celle du genre humain tout entier, qu'il affirmait et qu'il célébrait.

2. Quelques questions actuelles.

Mais il serait injurieux, pour la mémoire de Julien Lahaut, d'en rester uniquement à invoquer le passé. Je crois d'ailleurs que s'il avait vu la commémoration de sa mémoire patronnée par quatre ministres d'Etat et, entre autre, évoquée par un chanoine, il serait parti d'un grand éclat de rire, et je ne suis pas sûr que ses commentaires amusés auraient utilisé un langage très académique. Chers amis et chers camarades, dans le contexte que nous vivons en Belgique et dans le monde, il ne s'agit pas de récupérer Julien Lahaut.

— La situation de crise

La crise que nous vivons et qui atteint des couches de plus en plus nombreuses des classes travailleuses du pays, est le produit du système capitaliste, dans la phase actuelle de son développement technologique, financier et gestionnaire. Alors que le chômage augmente, là où la classe ouvrière a acquis un certain pouvoir de négociation, que les investissements locaux régressent, que les Etats sont en crise financière, les entreprises transnationales prospèrent. En effet, on est passé aujourd'hui à une nouvelle dimension, à l'échelle mondiale, du marché des capitaux, du marché du travail, de la circulation des marchandises et des grands appareils de pensée et de gestion du capitalisme contemporain, tels la Commission Trilatérale, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International. Or, notre pays est en Europe, un des chaînons les plus sensibles à cette évolution.

Face à ce phénomène, non point d'un déclin ou d'une crise du capitalisme (en dehors des contradictions que celui-ci produit inévitablement dans ce processus de croissance), mais bien de modalités nouvelles de la lutte des classes, il ne s'agit pas pour la classe ouvrière de dévier des véritables lieux de la lutte. En effet, des enjeux apparents peuvent parfois détourner l'attention, non qu'ils ne soient réels, mais parce qu'ils risquent de voiler les structures et les mécanismes plus profonds. Il s'agit concrètement de nos problèmes régionaux, des luttes urbaines ou écologiques, du racisme et d'autres questions importantes, telle le rôle de la femme dans la famille et la société, mais qui doivent toujours être envisagés à l'intérieur d'un contexte de classe, sous peine de devenir des dérivatifs par rapport à l'essentiel et de constituer ainsi un nouvel opium.

Nous sommes entraînés dans un processus qu'il faut essayer de bien comprendre. Il s'agit du capitalisme contemporain où les grandes décisions économiques sont de moins en moins contrôlées, face à un pouvoir politique de plus en plus impuissant, où les acquis de la classe ouvrière, même dans la perspective réformiste, seront de plus en plus rognés, la logique capitaliste restant seule maîtresse du jeu ou à peu près. Or, les véritables enjeux se trouvent aujourd'hui, moins dans le champ politique que dans le champ économique, car nous sommes entrés dans une nouvelle phase du capitalisme. Se battre pour conserver des droits sociaux obtenus grâce à la pression des organisations ouvrières et professionnelles est important, mais face à une marge de manœuvre qui se rétrécit chaque jour dans le champ politique, ce n'est qu'une escarmouche à l'intérieur d'une lutte bien plus considérable et qui touche à l'organisation mondiale de l'économie et à la part qu'y prend le capital belge.

L'émergence des problèmes sociaux actuels est en grande partie une conséquence de cette nouvelle structuration du capitalisme mondial : migrations de travailleurs comme élargissement ou rétrécissement du marché du travail; renaissance du fascisme comme fruit de l'instabilité économique et politique; écroulement de régions autrefois prospères suite au déplacement des investissements. Tout cela entraîne des conséquences sociales et culturelles graves : découragement des jeunes qui ne trouvent pas de travail; redéfinition idéologique de l'enseignement, y compris universitaire dans un sens restrictif; autocensure des moyens de communication de masse, sans parler du renforcement des pouvoirs répressifs. Cela débouche aussi sur des formes inattendues d'aliéna-

tion, telle que la production accrue d'armements pour résoudre le problème de l'emploi. Bref, on ne peut, en ce domaine, que faire un plaidoyer pour une analyse solide et pour une redéfinition éthique portant sur le fond du problème et pas seulement sur ses effets.

— Une dimension mondiale

Une telle situation chez nous ne peut se comprendre sans référence à la scène internationale, car plus que jamais, la logique du capitalisme est devenue mondiale. C'est pour cela que la solidarité doit se construire à cette dimension et ceci n'est pas un discours moralisateur ou tiers-mondiste, mais bien une position qui s'inscrit dans une analyse de classe. En effet, la lutte des classes est entrée dans une nouvelle phase d'internationalisation, en vertu d'une nouvelle division internationale du travail. Il est faux de croire que ce concept soit à reléguer au musée, au même titre que les outils et machines déclassés de nos régions industrielles, que l'on rassemble pour conserver des témoins du passé. Ce serait une grande victoire de l'idéologie capitaliste, qui ne réussit que trop bien déjà à culpabiliser les travailleurs, comme si c'étaient eux qui étaient à l'origine de la crise.

Quand une usine du Limbourg ferme ses portes pour produire en Malaisie où la main-d'œuvre coûte dix fois moins cher, surexploitée et sans sécurité sociale, quand le capital belge s'investit aux Philippines plutôt qu'en Belgique, parce que la dictature du président Marcos réprime toute revendication salariale, quand certains enfants de Thaïlande travaillent dix heures par jour depuis l'âge de six ou sept ans dans la sous-traitance d'usines japonaises ou européennes, quand les ouvriers de Volkswagen ou de Renault à Sao Paulo doivent faire une grève sauvage pour obtenir le droit de se syndiquer, ce n'est plus seulement le même système économique abstrait qui est en jeu, mais ce sont les mêmes agents économiques qui sont concernés. Ils ignorent les frontières. C'est pour cela que l'internationalisme n'est pas d'abord une question qui se règle d'Etat à Etat, ce qui d'ailleurs aboutit souvent à brouiller les cartes, mais de classe travailleuse à classe travailleuse et dans ce domaine il reste encore un long chemin à faire.

Il ne fait pas de doute que l'esprit internationaliste de Julien Lahaut n'aurait appelé les travailleurs de notre pays à une solidarité effective, sans se faire piéger par la logique capitaliste, qui tend à faire croire que les intérêts des uns et des autres sont contradictoires, alors qu'ils sont en fin de compte identiques. Le soutien à la lutte ouvrière et paysanne en Asie, en Afrique, en Amérique latine est fondamental pour le combat ouvrier de nos pays. On peut espérer que le parti de Julien Lahaut se fera le porte-parole prophétique de cette cause, à un moment où d'autres semblent bien l'oublier.

— Le point de vue d'un chrétien

Permettez-moi de conclure sur une note plus personnelle. On pourrait s'étonner d'entendre un chrétien parler de lutte de classe, car certains — et non des moindres — affirment l'incompatibilité entre les deux. Ceci ne peut résulter que d'un jugement moral reposant sur une mauvaise analyse sociale ou même sur une absence d'analyse. La lutte des classes est d'abord un fait avant d'être une théorie et aujourd'hui une bourgeoisie capitaliste mondiale (peut-être devrait-on forger un nouveau concept) en construit les formes nouvelles, qui imposent à la classe ouvrière mondiale des modalités de lutte également nouvelles. Voilà la réalité sur laquelle un jugement moral doit se construire, car il ne s'élabore point dans l'abstrait.

Mais il y a une seconde considération très importante. La lutte des classes se situe au niveau des acteurs collectifs, dans une structure sociale d'exploitation. Elle ne signifie pas la haine dans les relations interpersonnelles, ce qui, en effet, ne peut être accepté par des chrétiens. N'oublions pas que le même Jésus-Christ qui faisait de l'amour de l'autre, y compris de son ennemi, le fond même de son message de vie, traitait les sadducéens et les pharisiens, classes dominan-

tes de la société palestinienne, de race de vipères et de tombeaux blanchis — et je cite l'évangile.

Puisse cette commémoration de Julien Lahaut nous inciter tous à réfléchir et à repenser nos stratégies d'action.

PIERRE VERMEYLEN, Ministre d'Etat

Citoyennes, Citoyens,

Notre présence ici est dictée par notre besoin de clamer à nouveau notre indignation contre les crimes du fascisme et d'honorer, sans distinction d'ordre politique, tous ceux qui sont tombés victimes de leur combat pour instaurer une société plus fraternelle.

Julien Lahaut est le symbole de ces aspirations, le héros de cette lutte. Un assassinat, un assassinat dicté par le fanatisme, est en soi odieux, mais l'on peut expliquer certaines impulsions homicides. Dans le cas de Lahaut, c'est impossible. Il était la bonté même, si l'on veut donner à ce mot sa signification la plus large, celle d'un élan pour conforter et aider autrui. Ceux qui l'ont abattu ont conjugué avec la haine, la plus consternante bêtise.

Le président du parti communiste, en 1950, ne détenait pas les rênes d'un pouvoir redoutable, il était resté ce qu'il avait toujours été, un militant de la base, ne se distinguant que par l'ardeur de sa conviction et la joie qu'il apportait à l'action.

Indifférent à toute spéculation politique, il était porté par la masse ouvrière, qu'il galvanisait. Chaque flambée de révolte le trouvait prêt; à tout mouvement de solidarité ouvrière, il donnait son élan. Toujours indépendant, il était toujours disponible.

Ce ne sont pas les paroles, ce sont les faits qui louent.

Je voudrais les rappeler.

Julien Lahaut a toujours été avec son peuple.

En 1914, il s'engage comme volontaire.

Mécanicien, il est versé dans une unité d'autos-canon.

Il fait sa campagne de Russie et revient à Seraing, par la Sibérie et l'Amérique, porteur de citations élogieuses que lui ont valu son courage et son abnégation.

Echappant aux arrestations du 10 mai 1940, il peut, comme nouvel échevin des Travaux Publics de sa commune, se rendre en France pour rapatrier, s'ils le désirent, ses compagnons métallurgistes. Ce n'est pas de la collaboration. Il aura vite l'occasion de le montrer.

Le 5 janvier 1941, il dirige, contre une concentration rexiste à Liège, une contre-manifestation qui fera quelque bruit.

Le jour anniversaire de l'invasion, le 10 mai 1941, il déclenche à Cockerill une grève que l'on appellera la grève des 100.000. Sommé de la faire cesser par les secrétaires généraux et par l'occupant, il termine sa harangue aux grévistes, du haut de la passerelle de Seraing, par les mots : « Dispersez-vous, mais non di dju, que la grève continue ! »

Passé dans la clandestinité, Lahaut, qui n'avait rien d'un conspirateur, fut rapidement arrêté. Par quatre fois, il tente de s'échapper de la citadelle de Huy. La dernière lui fut fatale : moins mince et moins souple que son ami Jean Terfve, qui réussit sa fuite, il fait une chute de huit mètres et se réveille entre les mains de ses bourreaux. Déporté à Neuengamen, condamné à mort, transféré à Mauthausen, plusieurs fois atteint de dysenterie, souffrant d'un oedème, il fut enfin libéré le 25 avril 1945.

Il allait pouvoir reprendre, et il a immédiatement repris, ce qui était sa raison vitale : la lutte ouvrière.

Dès l'âge de huit ans, il suçait le lait du syndicalisme lorsque son père l'amenait aux réunions syndicales qu'il présidait.

A quatorze ans, il entre dans un atelier de chaudronnerie.

A quinze ans, il entre chez Cockerill. Il en sera chassé trois ans plus tard, comme son père l'avait été, après la défaite de la grève pour le suffrage universel.

Entré au Val-Saint-Lambert, il en sera licencié en 1908, à la suite d'une action de grève. La direction ne lui permit même pas de rentrer à l'usine pour y reprendre ses effets. C'est un huissier qui les lui rapportera : un vêtement de travail, des galoches, un compas, une petite cafetière émaillée. Il ne possédera jamais guère plus.

A 24 ans, il devient secrétaire permanent du syndicat : « Relève-toi ». Sa vie est tracée devant lui.

Revenu de la guerre, il dirigera, pendant toute l'année 1921, la grande grève d'Ougrée-Marihaye. Après une tentative d'occupation de l'usine — prélude à d'autres temps — il est arrêté pour atteinte à la liberté du travail. Pendant sa détention, la direction syndicale avait mis fin à la grève. Il s'occupe alors de fonder « Les Chevaliers du Travail » dont il restera toujours la cheville ouvrière.

En 1924, il chasse du Cirque des Variétés à Liège la Légion Nationale et s'empare de la canne de leur chef, Graff. Nouvelle condamnation à quelques mois de prison.

Conseiller provincial en 1925, conseiller communal en 1926, député en 1932, Lahaut avec son casier judiciaire extensible, 37 mois et demi de prison pour coups et outrages, ne pourra voter que lors de la consultation populaire, en 1950, l'année de sa mort.

Lahaut est toujours resté un agitateur. C'est aussi en agitateur qu'il se présentait au Parlement.

Nouveau député, il déploya en pleine séance de la Chambre, le drapeau à croix gammée qu'il avait arraché au balcon du consulat d'Allemagne, le 1^{er} mai 1933, en lançant aux députés de Rex et du VNV : « Voilà votre drapeau, complices et valets de Hitler ».

Député, il estimait aussi devoir s'adresser au peuple.

Nouvelle condamnation en 1935, pour avoir harangué la foule devant le pavillon italien à l'exposition universelle : contre Mussolini, contre la guerre d'Ethiopie.

C'est la même fougue, la même flamme de meetinguiste qui lui fait crier à la Chambre, au moment de l'effacement de Léopold III : « Vive la République », ce qui, peut-être, fut son arrêt de mort.

Pour Lahaut, seule comptait la lutte ouvrière. C'est cette fidélité qui lui valut, en 1922, son exclusion du Parti Ouvrier Belge, et qui provoqua, en 1930, sa démission du parti communiste. Oui, M. le Chanoine, il était bien anti-conformiste.

Chassé du P.O.B. pour son indiscipline lors de la grève d'Ougrée-Marihaye, il crée un syndicat indépendant, mais n'ignore pas la nécessité de politiser son action. C'est le Parquet qui s'en chargera. Il l'arrête en mars 1923, en même temps que tous les dirigeants du parti communiste accusés de complot contre la sûreté de l'Etat.

Le Parquet s'était trompé en fait; il dut, après un mois de détention, relâcher Lahaut, qui n'avait aucun lien avec le parti, mais il avait eu de l'intuition : Lahaut juge logique de se joindre au bataillon des 517 (c'était le nombre des membres du parti communiste ainsi qu'il avait été révélé au cours du procès).

Son adhésion n'était cependant pas inconditionnelle. Lahaut ne se sentait irrévocablement solidaire que des ouvriers en lutte. Sur le terrain politique, il se

voulait libre et indépendant. Lorsqu'en 1929, les socialistes, ayant perdu leur majorité absolue au conseil provincial de Liège, avaient besoin de l'appoint communiste pour maintenir leur députation permanente, Lahaut leur apporta son concours. Il estimait que les revendications ouvrières, soutenues par la gauche, devaient passer avant les exigences de la position doctrinale intransigeante de la direction du parti. Il était pour l'unité prolétarienne là où elle pouvait se manifester. Traité de « banqueroutier » et de suppôt des social-fascistes, il donna sa démission. Il put la retirer au début de 1931, le parti ayant assoupli sa tactique, mais l'espoir que Lahaut mettait dans l'union ouvrière fut à nouveau déçu en 1932. Opposés aux concessions faites par la centrale des mineurs dans les conventions conclues sous la pression de la crise économique, les Chevaliers du Travail appelèrent à la grève générale pour soutenir les revendications des mineurs. Cette fois encore, Lahaut fut emprisonné avec les dirigeants du parti communiste, sauf Jacquemotte, couvert par son immunité parlementaire, et ne fut relâché que lorsque l'accusation — déjà régionalisée — commença à se dégonfler, lamentablement, devant la Chambre du Conseil de Liège.

C'est cette fibre prolétarienne, cette aspiration à l'unité ouvrière qui fit, qu'après la guerre, le parti communiste se choisit, comme porte-drapeau, comme président, Julien Lahaut.

Geachte toehoorders,

Dat was Julien Lahaut.

Op zijn begrafenis, naast zijn partijgenoten en zijn Waalse landgenoten, waren ook talrijke Vlamingen aanwezig. Onder hen : Huysmans en Van Acker.

Voor Lahaut was een Antwerpse dokwerker of een Bruge textielarbeider een broer. Huysmans en Van Acker begroeten als socialisten, het type van de volksstrijder voor wie er geen grenzen bestaan.

Ik heb Lahaut goed gekend.

Hij moest wel wat groter dan ik zijn, maar toch niet zo veel. Nochtans blijft hij in mijn herinnering als een reus, die welwillend naar zijn toehoorders luisterde, niet met hoogmoed, maar om hen over zijn macht gerust te stellen. Tegen « de slechten » zoals hij ze noemde kon hij luidruchtig brullen als een leeuw, maar voor zijn makers was hij vol toegeeflijkheid, warme vriendschap, een uitstraling van goedheid. Hij mocht zich wel noemen : een ridder van de arbeid.

Een van zijn medegevangenen in Mauthausen, een pools aristokraat, zei van hem (het werd al gezegd, maar het is zo schoon dat het wel herhaald mag worden) : « Hij is de man die de zon in zijn zak droeg en er aan iedereen een stuk van gaf ».

En bij zijn dood zei de betreurde Jean Fonteyne : « Hij was de glimlach van onze partij ».

Président Renard.

Je ne sais ce que vous allez dire. Sans doute, trouverez-vous dans la vie et dans la personne de Lahaut une occasion de glorifier le parti communiste. Si vous le faites, on vous le reprochera. A tort.

Lahaut était le sourire de votre parti, il en exprimait les espoirs, la noblesse d'un combat pour un avenir meilleur. Sa grandeur vous appartient; il eut aimé qu'elle vous serve.

Quelles que soient les critiques et les oppositions que votre parti peut susciter, le fait qu'il ait voulu symboliser son action en appelant Julien Lahaut à sa présidence doit forcer le respect.

C'est sans réticence que je salue ici, avec une fraternelle sympathie, les communistes qui se réclament de Julien Lahaut, en qui ils reconnaissent l'image de leur idéal.

CLAUDE RENARD, vice-président francophone du PCB

L'histoire, anticonformiste par nature, finit toujours par rendre justice à ceux qui, plus que d'autres, mieux que d'autres, ont contribué à la faire. Ainsi en est-il des révolutionnaires dans l'action desquels le mouvement ouvrier reconnaît les prémices de son ascension difficile, accidentée, mais certaine, vers l'hégémonie politique dans la démocratie.

C'est ce que confirme d'une certaine manière l'hommage à la fois national et pluraliste que nous rendons aujourd'hui à Julien Lahaut, ouvrier révolutionnaire wallon assassiné il y a trente ans. Dans notre esprit, cet hommage ne va pas seulement au tribun lâchement abattu sur sa porte un soir d'août 1950 et à l'ancien prisonnier politique qui passa 48 mois de sa vie à la forteresse de Huy, à Neuen-gamme et Mauthausen. Il va aussi et tout autant au « meneur », comme on le qualifiait dans les rapports de police, dont les démêlés avec tous les pouvoirs en place furent innombrables, qui totalisait déjà plus de 43 mois de prison quand les geôliers nazis s'avisèrent de compléter son palmarès et qui, député communiste depuis 1932, ne récupéra son droit de vote que l'année de sa mort.

Lors de son premier meeting, après son retour des camps, la fanfare de la police liégeoise l'escorta jusqu'à la salle du Forum. Il ne pouvait manquer de commenter lui-même l'événement : « Jadis, dit-il, quand la police m'attendait, c'était pour me passer les menottes et me traîner à Saint-Léonard. Aujourd'hui, c'est pour me jouer de la musique... » Changement considérable, en effet, mais ce n'était pas Julien Lahaut qui avait changé.

« Les plus grandes œuvres d'art d'une révolution, a écrit Romain Rolland, ce sont les hommes qu'elle produit ». Cette réflexion s'applique fort bien à Julien Lahaut. Sa personnalité vigoureuse et rayonnante est de toute évidence le produit des grands bouleversements sociaux qui encadrent sa vie et dont les points culminants restent la révolution russe d'octobre 1917 et la victoire antifasciste de 1945.

Quand il tomba sous les balles des tueurs, il avait 66 ans.

Lui qui était né au temps des tsars et des conquêtes coloniales, à la « belle époque » du travail des enfants, de l'affaire Dreyfus et du vote censitaire, ce jovial et robuste lutteur aurait donc pu facilement connaître, à quelques années près, la nouvelle vague de mutations révolutionnaires qui, bientôt, allait précipiter la dislocation du vieux monde impérialiste.

Parce qu'elle fut celle d'un homme d'action engagé dans toutes les batailles décisives de son temps, la vie de Julien Lahaut aide à prendre la mesure de ce qu'on appelle l'accélération de l'histoire. Et c'est surtout en cela qu'elle continue à nous donner une grande leçon de fermeté et de confiance.

Lorsque Julien Lahaut naît à Seraing en 1884, notre classe ouvrière n'a pas encore son parti politique et le mouvement syndical est à peine balbutiant. La misère est immense, misère matérielle et intellectuelle, morale aussi : « Les gens d'ici, écrit Verhaeren dans un poème, les gens d'ici ont du malheur/et sont soumis ». Mais le nouveau prolétariat industriel n'est plus loin de faire son entrée sur la scène politique. Le petit Julien va s'éveiller aux réalités du monde dans cette période très importante de notre histoire sociale qui, sous l'impulsion des grèves et des émeutes de 1886, débouchera rapidement sur la formation en Belgique d'un parti ouvrier de masse, le P.O.B., plus jeune que Lahaut d'un an, et sur la conquête du vote plural en 1893.

La classe ouvrière se bat pour le suffrage universel pur et simple et la loi des 8 heures, — la « loi de paresse », dit-on à droite. Tout naturellement, quand vient l'âge de prendre les outils, Lahaut se bat avec elle. Il prend part à la grève générale de 1902 qui se termine par une lourde défaite. Il prend part à la grève générale de 1913, dont Lénine et Vandervelde diront que c'est une « demi-victoire ». Entre-temps, il fonde avec Joseph Bondas le syndicat « Relève-toi », matrice de la

future Centrale des Métallurgistes, dont nous célébrions le 75^e anniversaire, il y a quelques semaines, dans ce Palais des Congrès.

Lahaut est permanent de cette centrale en 1914. Il s'engage et va combattre en Russie dans le corps des autos-canon, ce qui lui vaut d'être le témoin direct des événements qui balaient l'empire des tsars et ouvrent la voie au pouvoir des Soviétiques en faveur duquel, dès son retour au pays, Julien Lahaut prend parti.

A partir de 1919, en Belgique comme partout, on ne peut être un révolutionnaire que si l'on prend parti pour la révolution russe, — il n'y a pas de milieu. Et c'est le choix que fait Lahaut qui est tout ce que l'on veut, sauf un théoricien de la révolution. Ce qui le porte à ce choix radical, ce sont les exigences de son propre combat sur son propre terrain. On a enfin arraché le suffrage universel à une bourgeoisie qui redoute la « contagion » révolutionnaire, mais, sans le puissant mouvement revendicatif déclenché après l'armistice, il est clair que cette conquête serait très vite vidée du contenu social que les travailleurs lui ont toujours donné. Redevenu permanent de la Centrale des Métallurgistes, Julien Lahaut est de ceux qui se placent à la tête de ce mouvement et qui, pour la première fois en Belgique, mènent à bien la construction d'organisations syndicales fortes et ramifiées. Celles-ci font appliquer la loi des huit heures avant même qu'elle soit votée au Parlement. Dans cet élan général, la solidarité envers la révolution d'octobre a, elle aussi, notons-le, un caractère de masse; elle empêche notamment l'envoi d'armes par Anvers aux armées blanches de Pologne. Mais, contrairement à ce qui se passe en France et en Allemagne, par exemple, le reflux de la vague révolutionnaire en Europe ne laisse pas derrière lui, dans un large courant de notre mouvement ouvrier, les ferments d'une critique fondamentale des pratiques réformistes et, corollairement, la volonté politique de commencer à tirer toutes les conséquences des transformations que le monde subit.

En 1921, malgré tous ses efforts, Joseph Jacquemotte a pratiquement échoué dans sa tentative de constituer en Belgique un parti révolutionnaire ayant, au départ, une base de masse. La classe ouvrière est bientôt acculée à des luttes défensives souvent pénibles et c'est justement à l'occasion d'une de ces luttes, à Ougrée-Marihaye, que Julien Lahaut entre en conflit ouvert avec la direction réformiste du syndicat et, de fil en aiguille, sera exclu du POB.

On le tient dès lors pour communiste, bien qu'il ne soit pas encore membre du parti. Son activité militante s'est reportée sur une nouvelle organisation syndicale qu'il a créée — les « Chevaliers du Travail » — et qui deviendra la Centrale révolutionnaire des Mineurs.

On n'est donc pas surpris de le voir figurer, en 1923, parmi les prévenus du « grand complot », procès monté de toute pièces contre le parti communiste et qui tourne rapidement à la confusion des accusateurs. Il n'en faut pas davantage pour que Lahaut prenne sa carte.

Jusqu'à l'approche des grèves de 1932, il faut le dire, le parti communiste de Belgique a la vie difficile et pas seulement en raison des pressions extérieures auxquelles il est soumis. En fait, c'est une secte toujours en proie au mal des sectes. Il est vrai que ses positions courageuses et lucides sur un certain nombre de grands problèmes du temps — le Traité de Versailles, l'occupation de la Ruhr, la guerre du Rif — ainsi que ses attaches avec un mouvement révolutionnaire mondial, la sortent du lot des sectes ordinaires. Mais ni Jacquemotte, ni Lahaut n'y travaillent à l'aise, soupçonnés qu'ils sont des « déviations » les plus diverses et notamment de « légalisme syndical ». Ils y restent pourtant et il est clair que c'est surtout grâce à eux, grâce à leur sens des réalités, à leur connaissance du mouvement ouvrier et à leur expérience des luttes concrètes, que le parti communiste, surtout à partir des grèves de 1932, se débarrasse enfin de son avant-gardisme verbeux pour se donner un ancrage ouvrier sérieux, essentiellement parmi les mineurs et les métallurgistes.

Dès lors, le chemin de la direction du parti va s'ouvrir à ces deux hommes qui sont très différents, mais qui ont en commun leur souci d'insérer l'action du parti

dans le mouvement réel des masses. Ils auront l'appui de l'Internationale communiste, qui, après avoir contribué à les tenir en suspencion, reconnaît en eux le chefs naturels, en Belgique, de la grande politique d'union antifasciste que son VII^e congrès, en 1935, propose aux travailleurs et aux démocrates du monde. Après la mort de Jacquemotte, l'année suivante, Julien Lahaut sera, jusqu'à la fin de sa vie, le leader le plus populaire du parti, son porte-drapeau, le symbole vivant de sa flamme révolutionnaire.

Antifasciste, Julien Lahaut l'a été dès les premières manifestations de la « peste brune ». Comme l'écrit Bob Claessens, c'est au cours de l'été 1924 que « les ouvriers liégeois stupéfaits (voient) pour la première fois leur ville envahie par des énergumènes en culotte de cheval, bottes vernies et chemises de couleur, matraque aux côtés, marchant militairement et brillant leurs chansons de combat ». Ce sont les miliciens de la Légion nationale, conduits par un certain général Graff, et il en résulte un pugilat monstre, car les mineurs et les métallurgistes venus là avec Lahaut n'ont pas supporté cette provocation. Devenue la propriété de Julien Lahaut, la lourde canne du général Graff figure dans une vitrine de l'exposition organisée à l'entrée de cette salle. Il est inutile que ses héritiers nous la réclament...

Je ne m'étendrai pas sur les gestes spectaculaires que Lahaut multiplie, au cours des années '30, dans les affrontements de la gauche avec les tenants du fascisme. Ils sont généralement connus. Ce qu'il faut surtout retenir du rôle de Lahaut durant cette période, c'est son engagement total dans les luttes du Front populaire, ces luttes qui conjuguent en un seul faisceau de nouvelles revendications sociales, en premier lieu les congés payés, l'action pour isoler politiquement le fascisme intérieur incarné par Rex et le VNV, et sur le plan international, la résistance aux menées antisoviétiques qui, après Munich, vont, selon le mot de Churchill, nous entraîner « par le pire des chemins vers la pire des guerres ».

C'est ce qui prépare si bien Lahaut à faire face au désastre de 1940 et à poursuivre son action en continuant à tenir fermement en main le fil conducteur qui a toujours été le sien : agir, aller de l'avant, oui, mais en veillant toujours à être suivi, à être compris. Le 10 mai 1941, en pleine occupation, on le voit ainsi reprendre au grand jour son activité de « meneur » dans la grève, qui sera victorieuse, des 100.000 métallurgistes du bassin liégeois.

Rien d'étonnant à ce que cette force de la nature qui ne s'embarrassait d'ailleurs pas d'un excès de prudence, ait été une cible de choix pour l'occupant dès le déclenchement de l'opération Barberousse. Je ne m'étendrai pas non plus sur l'histoire de sa détention. Les témoignages de ses codétenus ont été transcrits, simples et probants.

Amoindri physiquement, mais avec un moral de fer, élu à la présidence du parti qui est surtout alors une présidence honorifique, Julien Lahaut, rentré au pays, recommence ses tournées de meetings qui suscitent partout l'enthousiasme. Dans l'élan de la libération, avec des ministres communistes au gouvernement, l'union des travailleurs socialistes et communistes se réalisant au sein de la FGTB, notre mouvement ouvrier conquiert la Sécurité Sociale, cette grande réforme dont nous comprenons d'autant mieux la portée aujourd'hui que la défense de ses acquis fondamentaux constitue une des tâches prioritaires de l'heure présente. Le fascisme paraît avoir reçu un coup mortel et chacun savoure les libertés si coûteusement retrouvées. Lahaut, on l'a vu, apprécie la musique de la fanfare des policiers liégeois, mais il n'aura malheureusement pas l'occasion de l'apprécier longtemps. Très vite, les vieux démons reviennent.

Sur le plan international, les rapports entre les Etats-Unis et l'Union soviétique glissent inexorablement vers la guerre froide et la formation de blocs politico-militaires antagonistes. C'est la politique dite du « refoulement » qu'illustrera M. Dulles. Cette politique ne s'attache pas seulement à restaurer la puissance du capitalisme en Europe occidentale, elle vise aussi à remettre en cause

les premières conquêtes du socialisme là où il la libération du joug nazi s'est accompagnée d'une révolution sociale.

L'affaire royale, qui sera la dernière grande bataille politique de Julien Lahaut, est inséparable de ce contexte. Au-delà des péripéties, au-delà des polémiques passionnelles, le retour de Léopold III en Belgique fait partie d'une opération d'envergure tendant à infléchir vers la droite, vers l'instauration d'un pouvoir « fort », tout le cours de la politique belge. Lahaut dénonce le « léo-rexisme ». En fait, les principaux inspirateurs de cette opération, revigorés par l'ambiance de la guerre froide, sont les mêmes qui, avant '40, soutenaient Franco contre ce qu'ils appelaient le « Frente crapular », préféraient Hitler au Front populaire, prénaient une neutralité ambiguë et vilipendaient le Parlement à l'ombre du palais royal. Le renouveau de l'antisoviétisme et de l'anticommunisme favorise aussi, un peu partout, le réveil de certains serpents venimeux que la chute de Hitler n'avait fait qu'engourdir. Des attentats se succèdent : Lahaut en Belgique, mais aussi Tokuda au Japon, Togliatti en Italie, Duclos en France.

Contrairement à ce que l'on croit encore souvent, il n'existe aucune relation directe entre l'assassinat de Julien Lahaut, le 18 août 1950, et le scandale que les parlementaires communistes avaient provoqué la semaine précédente en criant « Vive la République ! lors de la prestation de serment du jeune roi Baudouin, — initiative plus que contestable, qui dénote la dérive du parti vers des positions sectaires auxquelles le XI^e congrès fera un sort quatre ans plus tard. En revanche, il existe certainement une relation très directe entre ce crime et le fait que les assassins ne seront jamais découverts tout simplement parce qu'on ne les a jamais recherchés.

Le jour des funérailles, les travailleurs respectent massivement un mot d'ordre de grève générale lancé par la FGTB. A peu près unanime, le monde politique flétrit l'odieux attentat. C'est réconfortant, cela confirme que l'action des tueurs est celle d'un groupe relativement marginal et que, malgré les tensions extérieures et intérieures, la société belge reste profondément attachée aux valeurs politiques et morales de la démocratie. Mais le crime n'est pourtant pas accidentel ou fortuit. Il révèle l'existence dans les bas-fonds de la politique officielle — et cela n'est pas moins vrai aujourd'hui qu'hier — d'un grouillement hideux qui ne demande qu'à remonter jusqu'à la surface. Contenu, il en sort des tueurs qui disparaissent dans la nuit ou, au mieux, des énergumènes qui se déguisent en parachutistes pour attaquer les Juifs, les Arabes, les gens de gauche. Libéré, il en sort des SS et des policiers tortionnaires.

Sous ce rapport, le drame du 18 août 1950 n'appartient pas à l'histoire, il relève d'une actualité politique brûlante. La recrudescence du terrorisme, la répartition de milices privées, tous ces phénomènes sont, aujourd'hui comme hier, les symptômes d'une crise de société qui s'enracine dans l'injustice sociale, plus monstrueuse que jamais quand on songe à l'effroyable misère du tiers-monde, dans le climat de guerre froide que certains cherchent à recréer, dans la lente asphyxie de nos institutions représentatives toujours en voie de réformation et jamais vraiment adaptées aux nouvelles exigences de notre époque.

Certes, le fascisme ordinaire a appris à ses dépens qu'il lui était devenu difficile, depuis les abjections hitlériennes, d'agir politiquement pour son propre compte. Et même si, à ce qu'on m'a dit, des jeunes ne craignent plus aujourd'hui d'arborer la croix gammée en signe de défi désespéré à une société qui n'a rien à leur offrir, sinon le chômage, ne nous y trompons pas : le péril est ailleurs. La montée du terrorisme, l'activité provocante des milices privées, le regain du racisme sous toutes ses formes ne sont que l'escorte obligée du nouveau césarisme qui, en cette fin du XX^e siècle, s'habille en civil et s'incline poliment devant nos libertés. La tentation du pouvoir « fort » n'en est pas moins présente, nourrie de toutes les menaces qui pèsent sur la paix du monde, grossie de toutes les impuissances et de tous les échecs d'une démocratie malade du capitalisme.

Là est le véritable danger qui nous guette.

Pour le juguler, il n'existe finalement qu'une seule riposte, celle que Julien Lahaut avait choisie en son temps.

Il faut mobiliser le mouvement ouvrier et démocratique pour empêcher la régression sociale et en même temps offrir à la société en crise des solutions de rechange crédibles. N'oublions pas que l'affaiblissement de la classe ouvrière a toujours été la brèche par où se sont engouffrés le fascisme et tous les types de pouvoir autoritaire.

Plus que jamais, insistons auprès du gouvernement belge pour que son action diplomatique s'inspire, en ce qui concerne la question des missiles, de la pétition de l'UBDP liégeoise et de celle des anciens parlementaires borains.

Nous nous sommes tous réjouis du succès de la manifestation du 20 octobre contre le fascisme et le racisme. Mais il faut lui assurer des lendemains dignes d'elle, car la démocratie se défend tous les jours. Il est clair que l'application intégrale de la loi de 1934 sur les milices privées, qu'il n'est point besoin de modifier, est une nécessité qui ne s'imposera pas d'elle-même. C'est une bataille à gagner. On ne la gagnera pourtant pas isolément. Le moment est venu de retrouver les accents prenants qu'avait la grande voix de Julien Lahaut pour appeler le mouvement ouvrier à reprendre en main les destinées de la démocratie, à rétablir le contact entre les travailleurs et leurs détenus, faute de quoi les institutions parlementaires continueraient de se rabougir dangereusement.

Ainsi, trente ans après sa mort, Julien Lahaut nous rend encore ce service : nous donner l'occasion d'associer le souvenir de sa personnalité prestigieuse à une manifestation qui, au-delà de ses aspects commémoratifs, s'inscrit dans le droit fil du combat qu'il a mené toute sa vie.



R.S. 4 - REPRESSION
40x50

Conversation avec Jean Louvet

— *Sans vouloir tracer une sorte de profil théâtral de la Wallonie, sans doute convient-il de jeter un coup de projecteur sur les conditions matérielles et morales de la création dramatique, lesquelles ont abouti à une lecture publique de ta dernière pièce, plutôt qu'à un spectacle.*

Louvet : — Philippe Sireuil, animateur du Théâtre du Crépuscule, m'avait proposé de faire un spectacle à partir de Julien Lahaut (1). Nous pensions bénéficier de subsides qu'Europalia devait également distribuer entre tous les projets nationaux. Mais l'argent a été éparpillé, sans qu'on puisse comprendre à quelle politique correspondait la répartition. Le spectacle n'a donc pas pu être monté comme nous l'avions envisagé. Quand j'ai appris cela, j'ai voulu quand même témoigner du 150^e anniversaire de la Belgique. Que pense, en 1980, un intellectuel et que peut-il produire au théâtre après 150 ans d'histoire de Belgique ?

Il semble aussi que des gens aient eu peur de ce texte sur Lahaut. Curieusement, aucun diffuseur wallon n'a choisi ce spectacle, sauf La Louvière. On n'a vu aucun animateur de maison de la culture dans la salle, lors des deux lectures publiques. Parler de Lahaut demeure un sujet tabou, et mon théâtre à tradition sociale et politique a peut-être effrayé les responsables. Je me trompe peut-être, mais en tout cas, il n'y a pas eu de commande et on ne s'est pas battu pour ce spectacle : à Bruxelles notamment, il me paraît y avoir un malaise, une sorte de conscience malheureuse et non pas une conscience historique de la part d'intellectuels analysant la situation de leur pays.

Enfin, il faut savoir qu'il est très difficile aujourd'hui, au niveau des jeunes compagnies, de créer un spectacle important. Seul le Théâtre National ou le Rideau auraient les moyens financiers de réaliser ce genre de pièce. Mais ils ne pensent pas qu'elle conviendrait à leur public petit-bourgeois. Devant cette situation bloquée, nous avons donc opté pour une lecture publique. Il faut dire cependant que nous avons été contactés par le « Théâtre Ouvert » de Lucien Attoun, où nous avons déjà, au Festival d'Avignon, présenté une lecture spectacle du « *Train du Bon Dieu* », pièce sur les grèves de 60-61. Les Français semblent donc désireux de co-produire la pièce, mais les réactions d'un public français ne me semblent pas évidentes...

Les difficultés sont d'ailleurs plus grandes aujourd'hui qu'hier. Le « *Train du Bon Dieu* » qui revenait d'Avignon avec l'impact nécessaire, n'a été monté que par le « Théâtre des Rues », avec très peu de moyens. « *Conversation en Wallo-*

(*) Propos recueillis par GRAM-textes (voir C.M. novembre 1978) et Pierre Gillis.

(1) Voir les C.M. de novembre 1980 : « Jean Louvet et Julien Lahaut, ou l'auteur qui avait le soleil dans sa plume ».

nie », pièce à 14 personnages, a dû être réduite à huit et n'a jamais pu être reprise à Bruxelles. Si on suit l'évolution, on voit que cela devient de plus en plus difficile. Je suis un auteur sans argent, prêt à monter la pièce avec des amis à La Louvière, mais je tiens aussi à figurer dans l'institution théâtrale et je suis trop âgé, je coûte trop cher aussi pour travailler dans une jeune compagnie.

— *Pour mieux te situer dans cette institution théâtrale, peux-tu retracer ton itinéraire, à la fois d'écrivain et d'homme de théâtre, puisqu'aujourd'hui tu tentes à La Louvière une expérience intéressante de théâtre collectif, trop loin apparemment des centres culturels pour que tout cela ne fasse pas problème ?*

Louvet : — C'est par hasard que je suis arrivé à l'écriture théâtrale. Avant 60, j'avais tâté du roman, de la nouvelle. Une écriture existentialiste. J'ai arrêté, car je ne voyais pas la *nécessité* philosophique d'écrire. Après la grève de 61, nous avons créé un petit groupe de réflexion, avec de jeunes ouvriers. Certains ont proposé de faire du théâtre et c'est en répétant « *Les fusils de la mère Carrar* » de Brecht que l'un d'eux m'a suggéré de monter une pièce sur ce que l'on venait de vivre. Ce fut ma première pièce.

Ensuite, j'ai écrit « *L'An 1* ». Brecht m'a fort influencé en ce sens que j'étais davantage un homme de politique et de syndicalisme ; par lui, j'appris comment développer une stratégie théâtrale. Mais dans des conditions très différentes. Ce qui a fait mon théâtre, c'est la classe ouvrière dans le réformisme et dans notre société occidentale industrialisée. C'est un théâtre moins glorieux, car Brecht a connu des événements plus marquants que ceux que nous avons vécus depuis vingt ans. « *L'An 1* » est passé au Théâtre National et a été massacré par la presse. Ensuite, la pièce a été traduite et jouée en Allemagne de l'Est, puis retraduite en flamand, vu son succès, et jouée en Flandre. Bref, la reconnaissance est venue de l'étranger. Il est assez incroyable qu'écrivant un théâtre qui traite de la Wallonie, je n'y ai finalement jamais été créé, sauf par moi-même, avec le « Théâtre Prolétarien » qui fut organisé, avec les moyens du bord, en 1962, par des camarades ouvriers, des intellectuels, ma femme et moi.

Pourtant, cela commence à bouger, un peu. Ici, à La Louvière, on a le Théâtre-action, d'intervention, dans des conditions matérielles un peu plus intéressantes que l'amateurisme. Il y a le Théâtre de l'Ancre à Charleroi, qui, après avoir été surtout un théâtre de comédie, change de perspectives et d'auteurs. Ils font appel à de jeunes auteurs hennuyers. Ils ont monté « *L'anarchiste* » et j'ai quelques projets avec eux, dont un spectacle collectif en février.

Le « Studio-théâtre » à La Louvière a démarré également. C'est une convention avec l'Etat qui nous donne un animateur permanent et quelques services matériels de la part de la commune. Il y a actuellement deux groupes. Le premier est en formation. Les stagiaires improvisent sur un problème précis qu'ils ont choisi et analysé au préalable. Ils rédigent et s'essayent au jeu théâtral pour aboutir à une création collective. Le second, qui a déjà une formation d'un an, prépare un spectacle qui va illustrer de façon tonique et parfois grinçante d'une part les expériences nouvelles tentées en Wallonie, que ce soit au niveau de l'énergie, de l'exploitation des ressources et des produits wallons ou au niveau des formes de gestion ; d'autre part, les freins multiples opposés par le pouvoir économique ainsi que les formes idéologiques du déclin wallon. Le travail doit se faire en collaboration avec une équipe dirigée par un ethnologue qui conduira une enquête auprès de différents groupes socio-culturels de La Louvière de façon à objectiver le vécu des improvisations des participants. Nous sommes également à la disposition des gens pour les aider à théâtraliser les problèmes qui peuvent se poser à leur communauté. Il y a, par exemple, à Bois-du-Luc une école d'enfants caractériels qui a des problèmes d'affrontements assez violents avec l'environnement immigré de l'endroit. Il serait question de les aider à analyser et théâtraliser ces difficultés. Ce type d'activité entre dans notre qualification de théâtre-action au sein de la convention. Vous voyez, il ne manque pas de

projets. Je ne désespère pas que l'année prochaine, les choses se mettent à bouger en Wallonie.

— *Dans ta pièce, la classe ouvrière — bien que portant en elle la possibilité du changement social — n'en est pas moins présentée comme ayant subi une transformation négative au niveau de la conscience de classe.*

Louvet : — Sans doute convient-il de réfléchir sur le statut social des personnages représentés. On part d'ouvriers datés, connotés positivement, liés à la grande industrie wallonne et on aboutit à la représentation d'une famille petite bourgeoise (Alexandre, Christiane et leur fille Vinciane). Entre les deux pôles, il y a Léonce, dont il est dit dans la pièce qu'« il serait le premier ouvrier à avoir perdu le sens de l'honneur ». Ni lui ni sa femme, comme la famille de Vinciane ne sont mobilisés dans une action et le problème posé par la pièce de ce point de vue est de se demander si ces personnages ont oui ou non une conscience de classe.

Prenons un autre exemple : la chiffonnière, femme de 65 ans. Elle a connu Lahaut, elle a traversé les crises, elle connaît l'histoire et les luttes du prolétariat, elle possède une mémoire historique, elle est la seule dans la pièce à cautionner la statue de Lahaut, mais, comme pour nombre de femmes de cet âge, laminées par l'exploitation, son instinct de classe ne s'objective pas en un discours d'espérance. Ces femmes — et il suffit, dans les rues de La Louvière, de regarder autour de soi pour les voir — sont partagées entre un instinct de classe et un discours « mortuaire » ; c'est pourquoi la chiffonnière tient dans la pièce du mythe et de la biographie personnelle, elle incarne l'ange de la mort. Vinciane (ou Vincian d'ailleurs) est une lycéenne en rupture de ban scolaire — et loin de moi l'idée de symboliser par cette dernière toute la jeunesse wallonne. Elle vit dans un milieu d'employés sans mémoire historique de telle sorte qu'elle n'a rien reçu de cette culture ouvrière, laquelle n'est enseignée nulle part, même quand existent les documents. Par conséquent, l'instinct de classe de Vinciane est nul. Celle-ci cherche des modèles, des refuges (la drogue), se bâtit un théâtre (terrorisme fantasmatique) et préfère partir de chez elle plutôt que de poser certaines questions.

Léonce, lui, a 55 ans, il est en train de terminer sa vie. Il a connu la guerre, l'exode, l'affaire royale et ne croit plus à la révolution prolétarienne. Enigmatique, pessimiste, vaguement socialiste, il cherche comme un amnésique à recoller les lambeaux de l'Histoire. Ouvrier certes, il parle de son vécu, de son désir, de son sexe, questions importantes, mais il se croit ahistorique, il vit dans le présent en liaison minérale avec le monde et les animaux, en relation utopique avec Gabrielle, sa femme. Pour moi, il est une sorte d'équation d'ouvrier moyen tiré et façonné par la politique réformiste du coup par coup, par l'idéologie de stagnation de la bureaucratie syndicale et par l'absence de stratégie du mouvement ouvrier depuis 1960 (le P.S. n'est-il pas le seul parti socialiste du monde à perdre régulièrement des voix sans interruption depuis 20 ans ?). Mettons néanmoins à l'actif de Cools sa bataille pour la régionalisation. A moins qu'elle ne secrète un formalisme qui n'aurait d'égal que le coût social payé par la classe ouvrière.

Ainsi, Léonce est la charnière entre Lahaut et Vinciane, mais sa mise en perspective ne signifie pas que la classe ouvrière wallonne est battue, loin de là, il suffit de se référer au recul du gouvernement sur les 2 % pour le comprendre. Pour ce qui regarde Vinciane, il est évident — et ce reproche n'est pas adressé à Lahaut, mais à la classe ouvrière des années 50 — que le discours de Lahaut ne prend pas en compte ses difficultés existentielles. De toute façon, je porte témoignage, je ne juge pas, je m'interroge sur un moment historique daté.

— *Jean Ristat, écrivain communiste, écrit dans son dernier poème « Camarade Lénine / Tu n'es pas un Dieu / Tu as un corps et à y regarder de plus près / Une bedaine comme un notaire de province ». Julien Lahaut, pour toi, est-ce un mythe, un symbole, un portrait scénique intéressant, une vie exemplaire de dévouement à la classe ouvrière ? Pourquoi ce choix, heureux bien sûr, en*

cette époque de renaissance du fascisme ? N'y a-t-il pas là une provocation qui tend à briser le consensus de la Belgique-pays démocratique, où les députés meurent dans leur lit et où les statues emplissent les squares et les rues pour que tout le monde les oublie ?

Louvet : — C'est une question souvent posée : « Pourquoi Lahaut et pas un socialiste ? » Quel socialiste ? Lors d'une enquête réalisée à Liège, sur l'image reçue dans la classe ouvrière respectivement d'André Renard et de Lahaut, c'est ce dernier qui apparaît comme un homme pur et juste. J'ajoute que le bastion liégeois a pas mal évolué depuis l'époque glorieuse. La classe ouvrière wallonne vivait alors dans l'abondance, du moins par rapport à l'avant-guerre, les problèmes linguistiques ne se posaient pas encore, le souvenir de la résistance et son appareil militant étaient encore bien vivants, le capitalisme belge n'était pas encore miné par la décolonisation, le vieillissement de certaines infrastructures industrielles. Si André Renard apparaît comme le défenseur du fédéralisme, Lahaut, lui, est l'homme de tout cela, et tout cela fait trembler la Belgique unitaire, lors de l'affaire royale. Faut-il dire combien les choses sont différentes aujourd'hui ? On commence à voir que nous avons deux sociétés, dont l'une rassemble un million de voix derrière Tindemans, des voix qui ne sont pas que bourgeoises. Les partis, les organisations de gauche se sont fédérés : l'espoir de cela est que la classe ouvrière wallonne ne soit plus paralysée quand elle veut lutter, par l'attente des fédérations flamandes, comme ce fut longtemps le cas dans le secteur enseignement. Et puis, Lahaut, c'est l'homme de l'instinct de classe en Wallonie, et c'est à une vieille tradition républicaine wallonne qu'il faut à mon sens rattacher le « Vive la République » lancé par les députés communistes. Je crois que la République, en 50, correspondait à un espoir réel : il suffit de relire la presse pendant ces semaines chaudes.

J'aurais voulu montrer ce républicanisme wallon. Ce qui m'a mis la puce à l'oreille, c'est que dans la cuisine du père de Lahaut, il y avait la photo d'Alfred Defuisseaux (2). Dans la région de Charleroi, du Centre et du Borinage, ce courant a été important et incompatible avec le P.O.B. Un des représentants du Parti Socialiste républicain s'appelait Paul Conreur, — certains très vieux militants se souviennent encore de lui, il traînait dans les rues et on le considérait comme un fou —, Paul Conreur avait crié, lors de l'inauguration de l'ascenseur hydraulique d'Houdeng : « A bas Cobourg ! ». Léopold II était arrivé en catimini et 6.000 ouvriers avaient débarqué au bord du canal en criant « A bas Cobourg ! A bas la Cobourgeoisie ! »... Paul Conreur avec 6.000 ouvriers. Vous voyez, cette idée de la République qui fait surface en 50, elle part de 1830, quand il y avait une quinzaine de députés républicains, puis on la retrouve en 1848, avec l'affaire des « Risquons-Tout ». Defuisseaux, Conreur... Lahaut ! Qui intervient d'ailleurs à un moment stratégique.

Pour toutes ces raisons, Lahaut, c'est un symbole : il sait que la Belgique unitaire, à partir de 50, a signé son acte de décès. L'agonie sera lente. Par ailleurs, j'ai lu les biographies qu'on a écrites sur lui. Celle de Claessens, et un article plus récent, de Steinberg. Claessens — et je n'ai rien contre lui — présente Lahaut un peu comme un saint, une force de la nature, l'homme généreux à l'écoute de la classe ouvrière ; on montre ses démêlés avec le POB, sa captivité... Mais on ne comprend pas grand chose à sa mort, sauf qu'on a tué un héros anti-fasciste. Rendre la biographie de Lahaut inséparable d'une exaltation du Parti communiste, c'est éviter ce qui pose problème aujourd'hui. C'est pourquoi Léonce rappelle quelques faits, pas à Lahaut, mais au public : Prague, Budapest, tous les espoirs déçus du communisme européen, le rassemblement des progressistes, mais aussi la révolution grecque, les attaques contre Tito...

Bien sûr, je ne pouvais pas montrer tout cela. L'Histoire, au théâtre, suppose du monde sur scène. Plus on met du monde, plus on met de l'Histoire sur le

(2) Voir les C.M. de mars et avril 1978 : « Le Catéchisme du peuple d'Alfred Defuisseaux », par Jean Puissant.

plateau. Quand Brecht parlait d'événements historiques, il employait 24 acteurs. En Belgique, il faut se limiter à 3 ou 4. Pas étonnant que rien ne va...

Parler de Lahaut, cela pose tout le problème de l'Histoire et de qui doit la faire. Les intellectuels ne sont pas là, ou alors dans la « belgitude » (3). Et on étudie dans l'histoire des autres pays. On dirait que le peuple wallon est un peuple infantile qui doit se contenter d'apprendre l'histoire des autres nations arrivées à maturité. Notre histoire est constamment refoulée. Voyez *l'Histoire de la Belgique* que vient de publier G.M. Dumont : Lahaut n'y est même pas cité ! Dans *l'Affaire royale* de Duvieusart, Lahaut n'est pas mentionné non plus : l'auteur s'interrompt juste avant.

On gomme l'Histoire ! Regardez quel contraste il y a entre les expositions, innombrables et intéressantes, qu'on nous propose et le silence de l'institution scolaire sur l'histoire et la littérature wallonnes. Prenez le parc, de l'autre côté de la rue. Un tas de pierres et de colonnes. Des personnages sculptés, que plus personne ne connaît. Des têtes sculptées en granit, pour bien montrer qu'« on ne vous oublie pas ». Cette espèce de « philosophie de l'histoire » qui va de l'absence à la présence, en fonctionnant sur les concepts moraux de gratitude/ingratitude, reposant sur un homme ou une femme qui aurait reçu quelque part une mission historique, historienne, historicienne, comme vous voudrez, a comme but de faire ressurgir des limbes ces personnages. « Espérez donc que quelqu'un vienne vous déterrer » : on a une chance ! Mais on peut aussi oublier les pierres et reléguer les statues. Présence d'un non-oubli qui est la meilleure manière de l'évacuer... La statue de Lahaut ? Elle est dans le cimetière, tout au fond ; pas sur la place de Seraing, où elle devrait se tenir : c'était quand même un homme politique, non ? Et un homme politique assassiné, ça ne s'oublie pas si vite, d'habitude ! Il y a beaucoup de « place Matteoti » en Wallonie. Pourquoi pas des « place Julien Lahaut » ?... Les traces sont toutes effacées.

L'absence d'histoire, ça joue sur les intellectuels de gauche. Comment voulez-vous que ce pays soit marxiste ? Moi, le marxisme, on ne me l'a jamais enseigné. On bricole le marxisme, par investissement personnel. Mais, comme les bases mêmes de l'histoire même vues à la manière bourgeoise, ne sont pas données, je crois que l'intellectuel en Wallonie, il est dans le mou complet, et ce n'est pas sa faute. On en reste en fait au socialisme « suivant la loi du cœur », sentimental et marqué par l'Oedipe familial prolétarien. C'est-à-dire : papa était socialiste, je le serai aussi. Le sur-moi fonctionne bien. De ce point de vue, *L'homme qui avait le soleil dans sa poche* est une pièce, en ce qui me concerne, sans sur-moi. Ou presque... Enfin, je crois. C'est Jean-Marie Piemme qui disait cela, en travaillant avec moi, et c'est peut-être pour cela que c'est autre chose.

— *Mettre en scène un sujet historique, cela implique-t-il un traitement spécial de ce sujet ?*

Louvet : — Amener le référent historique sur plateau de théâtre, c'est un problème énorme. Tous les professionnels, les praticiens, disent que, dans ma pièce, il y a trop de référent. Moi, je trouve déjà qu'il n'y en a pas tellement. Où couper ? On m'a dit aussi que la guerre de 40 était trop présente. Mais peut-on dissocier le Lahaut de la Résistance de celui de l'affaire royale ? Essaye de faire une scène de l'exode de 40. Quand tu interrogés les personnes qui ont connu l'exode de la Wallonie vers la France en 40, ils te disent *ce/a*... Eh bien, *ce/a* ne passe pas au théâtre. Il faut amener sur scène ce que les personnages ont vécu, eux, personnellement. Sinon, c'est mort. Le vécu n'est pas un dénominateur commun, une moyenne arithmétique.

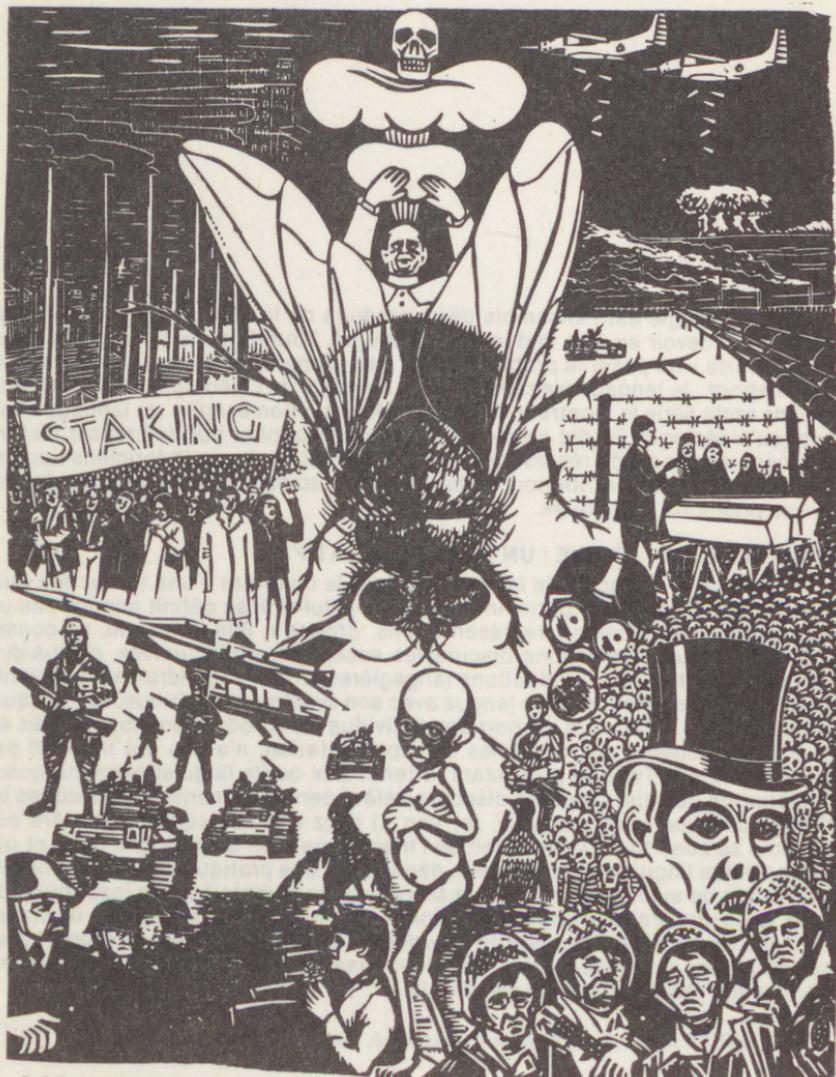
Même problème pour présenter l'ouvrier d'aujourd'hui en Wallonie. Le vécu, qu'est-ce que c'est ? Si tu dis : « Léopold III a trahi son pays », c'est banal, commun. Mais que tu dises : « J'ai honte de mon pays », ça, c'est un rapport vécu à l'histoire. Un rapport de honte, peut-être faux. Mais vécu !

(3) Voir les C.M. de février 1980 : « A propos de belgitude ».

Par exemple, dans *L'homme qui avait...*, la mère, Christiana, n'a pas de rapport à sa fille jusqu'au moment où elle dit : « je la hais ». Ça, c'est un rapport. Ou « je l'aime » ; mais il faut qu'elle dise quelque chose.

Tout ceci est non théorisé, artisanal. Mettre un personnage historique en scène, en faire un personnage de théâtre, c'est terriblement compliqué. Ça ne commence à vivre que quand le personnage devient crédible. Je pense que l'écriture théâtrale doit diviser le spectateur. Elle doit faire des adhérents et des opposants. Cela s'est passé, d'ailleurs. Certains détestaient la pièce. D'autres délaieraient. Ça, c'est gagné ! Enfin, soyons prudent. Et attendons que Philippe Sireuil ait les moyens de monter la pièce, car le texte n'est jamais qu'un élément parmi d'autres du spectacle théâtral. Un texte lu n'est pas un texte joué.

La Louvière, novembre 1980



D-25 · LE GRAND MERDIER
40x50

Langage et idéologie

Aperçu historique de la question



Si l'idéologie est l'ensemble des « produits de la conscience », le langage paraît bien devoir en être le domaine privilégié. Toutefois, cette façon quelque peu « courte » de poser le problème n'est pas exempte de dangers — de restriction d'abord : le langage n'est pas le seul domaine de l'idéologie (les autres articles de cette série le montrent à souhait) ; de réduction ensuite : le langage n'est pas (qu') idéologie. En cet article, je me proposerai pour but de brosser historiquement les essais de résolution du problème par quelques théoriciens marxistes. Une seconde contribution envisagera les retombées pédagogiques de certaines positions théoriques.

MARX - ENGELS - LÉNINE : UN SILENCE RELATIF

Chez Marx et Engels, le langage est tout le contraire d'une traduction passive du réel. En tant que partie intégrante de celui-ci, il se définit comme lieu où les « personnes, illusions, représentations, projets », mis en cause, se constituent dans leurs dimensions discursives essentielles (discursives, c'est-à-dire relatives aux discours, productions langagières, dont l'engendrement est rendu possible par l'existence d'une langue avec son système phonétique, son lexique, sa grammaire ...). Mais le rapport des individus aux productions discursives et, plus généralement, aux systèmes de représentation, n'a pas été théorisé par Marx et Engels. Tout au plus, Marx, attentif aux outils linguistiques marquant l'inscription du sujet dans son discours, relève certaines manies syntaxiques ou rhétoriques (*toi ; cela ; on ; moi, je ; l'on ...*) chez ses adversaires. Derrière ces emplois se pose toute la question de l'inscription d'un sujet donné dans et par une pratique linguistique et au-delà, dans et par une pratique de représentation. Or, il n'y a de sujet que politique et Marx règle le compte à cette inscription du sujet dans une pratique linguistique donnée, en fonction de la position de classe du sujet. La manière d'exposer de Proudhon (son style) semblera en rapport avec sa situation de classe, d'où la stigmatisation du discours proudhonien, « ennuyeux radotage sur la science » (1).

(1) HOUDEBINE, J.L., *Langage et Marxisme*, Paris, Klincksieck, 1977, p. 82.

En fait, les passages les plus cités de Marx sont extraits de *l'Idéologie allemande*. Un premier fait apparaît la langue comme instrument de communication et comme conscience réelle.

« *Le langage est la conscience réelle, pratique, existant aussi pour d'autres hommes, existant donc seulement pour moi-même aussi et, tout comme la conscience, le langage n'apparaît qu'avec le besoin, la nécessité du commerce avec d'autres hommes* » (2).

Remarquons avec Françoise Gadet que ce passage autorise « l'enchaînement : langage — langue — conscience réelle — conscience sociale — idéologie » et que « deux interprétations sont dès lors possibles, selon qu'on considérera tendanciellement l'idéologie comme unique (ce qui correspondrait à une langue unique), ou comme divisée (ce qui correspondrait à des langues de classes) » (3).

L'on verra par la suite que ces deux conceptions seront tour à tour dominantes dans l'explication de tendance marxiste.

Une seconde référence extraite de *l'Idéologie allemande* concerne la langue et plus précisément le langage.

« (...) *Il est d'autant plus facile au bourgeois de prouver en utilisant la langue qui lui est propre, l'identité des relations mercantiles et individuelles ou encore des relations humaines en général, que cette langue est elle-même un produit de la bourgeoisie et que, par conséquent, dans le langage comme dans la réalité, on a fait des rapports du commerçant, la base de tous les autres rapports humains* » (4).

Ici aussi deux interprétations peuvent être retirées : l'unicité de la langue dont les différentes classes font un usage différent, ou bien l'existence d'une langue dominante liée à une classe dominante (l'assimilation de la langue à une instance superstructurelle est alors sous-jacente).

Cet exposé parcellaire de l'émergence du problème langage chez Marx rend compte à suffisance de l'immensité du champ historico-social mis en jeu et de l'importance extrême des réponses qui doivent y être apportées.

Lénine quant à lui relancera la question non tant d'un point de vue linguistique que philosophique. Deux de ses écrits posent en effet les prémisses d'une épistémologie matérialiste dialectique : *Matérialisme et Empirio-criticisme* et les *Cahiers Philosophiques*. L'apport du premier est à placer au niveau des présupposés philosophiques sous-jacents à une étude matérialiste des faits de langage. La « théorie du reflet » qui y est exposée vise de manière *didactique et métaphorique* à rompre avec les épistémologies antérieures en ce sens qu'elle cesse de mettre en doute le réel. Elle fonde le moyen et le critère de l'objectivité de la connaissance sur la praxis qu'elle déclare toujours approximative. Retirons-en les notions de *matière en mouvement, d'intégration du général dans le particulier et vice-versa* et de *praxis comme moyen et critère d'une connaissance comprise comme approche éternelle* — et donc jamais finie — de l'objet par la pensée. Les *Cahiers Philosophiques* vont quant à eux nous permettre de déterminer mieux la nature de la dialectique matérialiste. Celle-ci aura aussi ses conséquences linguistiques. La dialectique selon Lénine se constitue *essentiellement* de la négation. Qu'est-ce à dire ? Posons brièvement le problème et tirons-en ses deux conséquences fondamentales. La négation chez Lénine ne se conçoit pas comme une simple opposition du positif et du négatif, mais comme mouvement d'intégration du négatif à l'intérieur de tout processus de positivité,

(2) MARX, K., *L'Idéologie Allemande*, Paris, Editions Sociales, 1976, pp. 28-29.

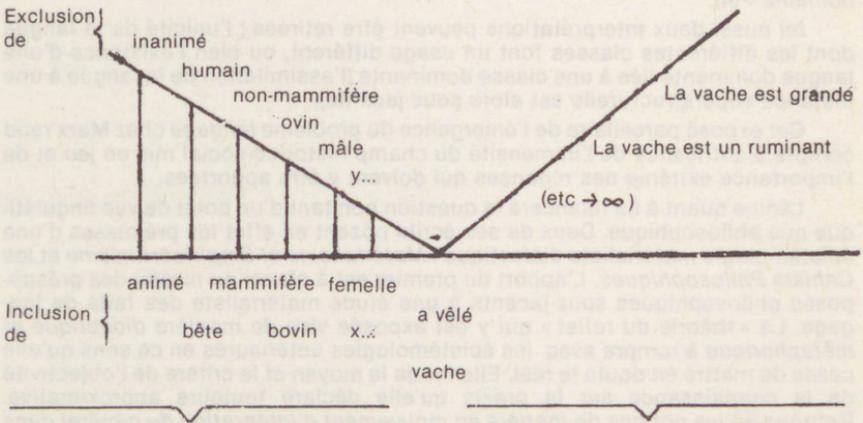
(3) GADET, F., « Théorie linguistique ou réalité langagière ? », *Langages*, 46, juin 1977, p. 60.

(4) MARX, K., op cit., p. 228.

et réciproquement. Soit deux aspects particuliers et différents d'un même processus (5) :

1) La négation existe en tant que positivité : à savoir que toute négation comprend un contenu déterminé comme positivité. Linguistiquement, dire que *X n'existe pas* revient à poser un mouvement assertif signifiant que ce que l'on avance est soutenu comme vrai. L'assertion — ou processus de positivité — peut donc se vérifier positivement (*X existe*) ou négativement (*X n'existe pas*).

2) Toute positivité doit être envisagée de l'intérieur d'elle-même comme *unité mobile d'éléments contradictoires* : X ne sera X que s'il inclut tout ce qui lui est identique et exclut à la fois dialectiquement tout ce qui est « autre ». Ce à la fois dialectiquement est à lire comme une double flèche (\longleftrightarrow) abolissant tout lien hiérarchique et/ou chronologique : A implique B tout comme B implique A. L'un des domaines d'application linguistique possible de cet envisagement de toute positivité comme unité mobile d'éléments contradictoires est la sémantique lexicale, ou définition du sens des mots. C'est ainsi que R. Lafont définit les programmes de sens à partir de la dialectique du *même* et de *l'autre*. Tout mot serait ainsi le résultat d'une opération de tri binaire, de nature dialectique ; la dialectique fonctionnant ici par l'inclusion/exclusion d'éléments (6). Le processus psycho-linguistique générateur du mot procède en effet par tri binaire de notions hiérarchisées depuis le plus général jusqu'au plus particulier, selon les connaissances sociales, techniques, scientifiques, culturelles, etc., mises en jeu, et replonge le mot ainsi obtenu dans un univers infini de discours possibles.



Domaine du tri binaire selon une hiérarchisation des connaissances sociales, techniques, scientifiques et culturelles.

Domaine de production de tous les messages possibles à partir du mot déterminé par la dialectique inclusion/exclusion.

(5) Pour plus de détails, cf. HOUDEBINE, op cit., pp. 136-138.

(6) LAFONT, R., *Le travail et la langue*, Paris, Flammarion, 1978, p. 138 à 155.

En résumé, chez Lénine, nous trouvons donc des enseignements théoriques susceptibles de nous guider dans des recherches linguistiques ; mais en revanche, nous n'y trouvons aucune théorisation des rapports entre langue et idéologie. Tentons à ce niveau d'avancer une hypothèse de nature à orienter la suite de l'article : ce n'est pas en faisant de l'idéologie ou du linguistique, le centre centripète de nos réflexions, que nous parviendrons à nous en sortir. Nous ne nous en sortirons qu'à condition de faire de la différence spécifique de notre objet de recherche (la langue) le centre centrifuge de nos réflexions. Cette hypothèse de travail a au moins le mérite du léninisme conséquent. Nous reviendrons sur ses implications, mais poursuivons d'abord notre voyage dans le temps.

Après Lénine... Staline.

MARR - STALINE : L'AUTORITARISME LINGUISTIQUE

Il n'entre pas dans mes intentions de retracer toute la question de la théorie de Marr (marrisme). Quelques études récentes viennent d'ailleurs de jeter sur ce problème un regard nouveau et vivifiant (7).

Parler de Marr et de ses conceptions linguistiques m'oblige cependant à résumer les rapports entretenus par la linguistique et le pouvoir politique soviétique pendant les années 1930-1950. Une formule synthétiserait assez bien la chose : « Le marrisme a eu son heure de gloire, c'est-à-dire son heure de pouvoir ! »

Voyons d'abord l'aspect plus particulièrement linguistique de la question. Marr va réagir contre deux grandes tendances linguistiques : le *formalisme* et la *méthode comparatiste*.

Dans les travaux de sciences humaines du début de la période soviétique, la référence à la distinction établie par Plekhanov envisageait la nature dialectique du lien qui unit l'évolution historique des contenus et l'éclatement des formes contenantes, sous la poussée des contenus. Le formalisme russe privilégia l'élément formel de ce couple dynamique et a ainsi tenté d'élaborer une poétique considérant les faits littéraires comme des faits linguistiques *structurellement* organisés. Il développa l'étude des structures formelles considérées en elles-mêmes et pour elles-mêmes, indépendamment de tout fait externe. Marr, quant à lui, privilégia les contenus.

D'autre part, au début du XX^e siècle, l'étude historique comparative des langues était toujours dominante. Le « jeu » préféré des comparatistes consistait à rechercher les racines des langues indo-européennes. Cet européenocentrisme eut pour corollaire l'occultation d'autres familles de langues. Sur ce terrain aussi Marr réagit.

La nature des réactions de Marr est intéressante en ce sens qu'elle illustre parfaitement le danger qui guette constamment la recherche marxiste : les déviations *bogdanovistes* qui, du passé, font table rase... Rompre avec la culture « bourgeoise » et instaurer une culture prolétarienne, voilà le but. Marr proposera donc une « Nouvelle Théorie Linguistique » ; la *japhétidologie* qui, à partir de l'étude des langues caucasiennes, fera remonter la « protolangue », bien au-delà de l'indo-européen, à quatre éléments SAL - BER - YÖN - ROSH. Chacun d'eux serait, toujours selon Marr, « le complexe sonore premier qui, par son histoire est fondé comme *superstructure* non seulement comme élément de sonorité, mais aussi comme élément de pensée » (8). Le projet marriste de rupture avec la linguistique indo-européenne est donc net. Celle-ci est d'ailleurs présentée

(7) MARCELLESI, J.B., GARDIN, B., *Introduction à la sociolinguistique*, Paris, Larousse, 1974, pp. 34-64.

« Langages et classes sociales. Le marrisme », *Langages*, 46, juin 1977.

Les maîtres de la langue, ouvrage collectif avec des textes de MARR, STALINE et POLI-ANOV, Paris, Maspéro, 1979.

(8) GADET, F., in *Les maîtres de la langue*, op cit., p. 106.

comme « la chair de la chair, le sang du sang de l'opinion publique bourgeoise » « qui a fait son temps et qui était construite sur l'exploitation, par les peuples européens, des peuples d'Orient par une politique coloniale meurtrière » (9).

Voici, en outre, quelques autres aspects de la théorie japhétique — je rappelle qu'il n'entre pas dans mon propos d'en faire un exposé exhaustif — : la division des langues en quatre stades, selon l'évolution infrastructurelle des sociétés qui les parlent; la progression par bonds d'un stade à l'autre; l'existence de la langue en tant que superstructure (ce qui implique des « langues de classe »). Le *linguistique* n'est donc, selon Marr, nullement autonome par rapport au niveau de la production matérielle et des rapports de production qu'il met en jeu. Enfin, dernière caractéristique que je pointerai : la possibilité d'une utopique future langue universelle rendue possible par l'abolition des classes dans la société communiste et « suivie à proprement parler d'une destruction du langage (...) médiation inutile » dès lors que l'unité de la pensée précise et de la production précise aura été réalisée (10).

Tout ceci est à comprendre, ainsi qu'il a été montré (11), dans un contexte politique particulier : celui de l'unification linguistique nationale en U.R.S.S., pays où les langues nationales n'ont pas toujours eu la vie belle et facile que décrit la propagande. La théorie marriste du dépérissement de ces langues au profit d'une langue commune servait admirablement bien la politique stalinienne en matière de nationalités. Staline sut s'en servir jusqu'à ce que l'imposition scientifique devint insoutenable (12). Après avoir régné en maître, le marrisme connut son heure de critique et d'autocritique. C'était en 1952, date à laquelle Staline publia « *A propos du marxisme en linguistique* ». C'est l'époque du renforcement de l'Etat soviétique (en partie contre l'ennemi extérieur : guerre froide, guerre de Corée...), du dépérissement duquel il n'est plus question dans les textes officiels (13). C'en est fini de l'utopie de la langue unique. On proclame la neutralité de la science. La langue n'est ni superstructure, ni infrastructure; elle est simple moyen de communication et comme tout autre outil ou technique, elle sert indifféremment les classes sociales. La boucle est ainsi bouclée. Seule la science linguistique y aura perdu ceux qui auraient probablement pu devenir quelques-uns de ses meilleurs chercheurs ...

POLIVANOV, VOLOCHINOV, BAKHTINE, ET LES AUTRES

Les autres, c'est-à-dire Vinogradov, Tchikobava, Serebrennikov, Kapantsyan, Boulakhovsky, Nikiforov, Tchornykh, Vygotzky...

Tous s'opposèrent à Marr. La plupart le firent lors du débat ouvert dans les colonnes de la *Pravda* entre le 9 mai et le 20 juin 1950. Mais Polivanov d'une part, et Volochinov de l'autre manifestèrent leur désaccord bien avant; ils le payèrent de leur vie.

Polivanov plaidait pour l'assimilation critique des acquis antérieurs de la linguistique. « Les faits qu'elle a mis en évidence restent des faits pour un marxiste aussi » (14). Et d'ajouter que les marxistes se doivent de construire une « linguistique sociologique qui fondra en un tout pragmatique harmonieux les faits concrets de l'évolution linguistique avec l'évolution (c'est-à-dire l'histoire)

(9) Ibid., pp. 107-108.

(10) GADET, F., op cit., pp. 80-81.

(11) Ibid., p. 81.

(12) Sur les motivations des positions de Staline avant et après 1950, voir *Langages*, 46, qui montre aussi très bien l'actualité de certaines positions de Marr, telles qu'elles apparaissent encore aujourd'hui, consciemment ou inconsciemment, chez quelques linguistes.

(13) Voir à ce sujet ce qui en est dit dans les actes du XVIII^e congrès du P.C.(b.)U.S. Pour le texte de Staline, voir notamment l'édition qui en est faite par les éditions de Pékin.

(14) Voir ses textes dans *Les maîtres de la langue*, pp. 53-54.

des formes sociales et des organismes sociaux concrets » (15). C'est à une étude de ce genre qu'il s'est essayé sur la Révolution de 1917 et les langues littéraires de l'U.R.S.S. Il y montre les liens entretenus par l'évolution du lexique et de certains aspects de la syntaxe russe et celle de la société devenue soviétique (16). Il avait scientifiquement raison ; il finira dans les purges staliniennes...

Volochinov s'est aussi opposé au réductionnisme marriste et est également mort pour cette raison. Mais le travail auquel je ferai ici écho est, plus que probablement l'œuvre de Bakhtine et non celle de Volochinov. Il a paru en russe sous le nom de Volochinov, en 1929, et a été traduit en anglais sous le même nom d'auteur. La version française rétablit, dans sa préface ce qui, vraisemblablement, est la vérité : à savoir que le nom de Volochinov, mort à l'époque, aurait servi de caution au développement de la pensée bakhtinienne, alors hérétique car non conforme à l'orthodoxie marriste en passe de devenir dominante. Bakhtine, lui, survécut à cette période troublée, relégué et oublié qu'il était dans une université de province (Saransk).

Selon Bakhtine (17), puisque la parole est le moteur des changements linguistiques, elle ne peut être le seul fait d'individus. Ce ne sont pas des individus isolés qui font évoluer une langue, mais c'est bien au contraire son *usage collectif* qui la change. Il faut donc reconnaître que le mot, en tant qu'unité de langue, est l'un des lieux privilégiés de l'affrontement d'accents sociaux contradictoires. Les conflits de langue reflètent à leur manière, à l'intérieur du système linguistique signifiant, certains aspects des conflits sociaux.

Cette conception est le fruit d'un raisonnement articulé autour de la double question d'une théorie des idéologies centrée sur le langage et du rapport entre la base socio-économique et les superstructures.

Rappelons les grandes étapes de son raisonnement et commençons par la question langage/idéologie.

1. « Partout où il y a du signe, il y a de l'idéologie ». Or, le langage se constitue de signes. Donc le langage implique l'idéologique et réciproquement. Point de départ peu original, nécessaire mais non suffisant.

2. Le monde des signes ne peut naître que de l'interindividuel : traduisez de l'organisation sociale de laquelle participe le processus de communication qui met en présence un *Je* (celui qui parle), un *Tu* (celui à qui *Je* parle) et donc un *Il* (celui qui est absent de la relation *Je* ↔ *Tu*).

Ainsi, chaque fois que je parle, je peux produire de l'idéologie.

3. Les systèmes de signes sont multiples : cela va du code de la route au tableau de Rubens en passant par la formule scientifique : $(a + b)^2 = a^2 + b^2 + 2 ab$, le symbole religieux ou la règle juridique. Parmi cette diversité, Bakhtine repère un type de signe particulier vu son caractère spécifique important : *le mot*. Sa valeur sémiologique en fait l'élément le plus apte (mais non l'unique) à recevoir des investissements idéologiques de toutes sortes. Au niveau de l'inconscient, il est le milieu premier d'émergence de la conscience individuelle du sujet en tant que sujet et le moyen de son inscription dans une pratique sociale. A un niveau plus conscient (ou moins inconscient), il participe de manière concomitante à tout acte de communication sociale tel qu'il a été décrit en 2.

Sur cette conception des rapports langue/idéologie, Bakhtine élabore une théorie *non mécaniste* des rapports entre base socio-économique et superstructure dont le « mot comme médium idéologique par excellence » sera l'élément central. Le langage est compris par Bakhtine comme *interaction verbale* conti-

(15) Ibid., p. 54.

(16) Ibid., pp. 55-76.

(17) BAKHTINE, M., *Le marxisme et la philosophie du langage*, essai d'application de la méthode sociologique en linguistique, Paris, Ed. de Minuit, 1977.

nue (Je ↔ Tu). Le mot est l'indice le plus sensible des changements sociaux. Ceci se marque notamment dans le lexique, le vocabulaire d'une langue, mais aussi et de manière moins apparente et plus subsidiaire dans les structures grammaticales, la syntaxe (18). Bakhtine définit donc une instance de médiation (un moyen de passage) entre la sphère des faits socio-politiques dépendant directement de l'économique et la sphère des faits idéologiques jouissant d'une autonomie relative vis-à-vis de la base socio-économique. Ce médium, c'est le langage, cette interaction verbale continue qui correspond aux différents actes de discours, aux différents types de productions discursives dans lesquelles et par lesquelles naît et se développe l'idéologie. Bakhtine cerne ainsi le champ d'étude qui devra être celui de prédilection d'une linguistique marxiste : la typologie des productions discursives, c'est-à-dire : l'établissement des règles qui régissent les différents types de discours, de prises de parole, étant entendu qu'on ne dit pas n'importe quoi n'importe quand, n'importe où, en présence de n'importe qui. (Un délégué syndical réclamant les 36 heures à un délégué patronal ne le fera pas forcément de la même façon s'il se trouve dans la maison de la F.G.T.B. ou dans celle de la F.E.B., si la période de sa prise de parole coïncide avec une phase d'ascendance ou de décadence du mouvement revendicatif ouvrier, etc.). L'élaboration d'une telle typologie, à laquelle travaille notamment l'actuelle école sociolinguistique française ne peut se faire qu'au prix d'une triple condition théorique explicitée par Bakhtine :

- 1) l'idéologie ne peut être séparée de la réalité matérielle du signe (...);
- 2) le signe ne peut être séparé des formes concrètes que prend la relation sociale (...);
- 3) la communication et les formes de communication ne peuvent être séparées de la base matérielle (19).

Bakhtine envisage donc le mot, signe linguistique, comme élément de la lutte des classes. En effet, il précise : *Plusieurs classes utiliseront une seule et même langue. D'où : des accents d'orientations différentes qui s'entrecroiseront dans chaque signe idéologique.* C'est d'ailleurs par cet affrontement perpétuel d'accents différents que le signe peut vivre et se développer en s'appropriant toujours d'autres significations. Entre le social et le sémiologique s'établit ainsi un reflet (cf. Lénine) : le mot, réalité linguistique déchirée entre plusieurs accents sociaux différents est le lieu de *réfraction* et de *distorsion* d'une réalité sociale elle-même déchirée, contradictoire, pénétrée de la lutte des classes. Les mots *réfraction* et *distorsion* empruntés à Bakhtine viennent corriger l'image mécaniste que certains pourraient se faire du *reflet* léniniste dont nous avons dit qu'il était à prendre pour ce qu'il s'offrait : une métaphore pédagogique. Entre le social et le linguistique, il y a donc bien rapport. Ce rapport n'est pas d'adéquation, de superposition parfaite, mais de traduction/interprétation (de convenue) et donc de déformation relative, d'où : possibilité d'idéologie.

UN SYSTÈME GLOBAL EN FONCTIONNEMENT

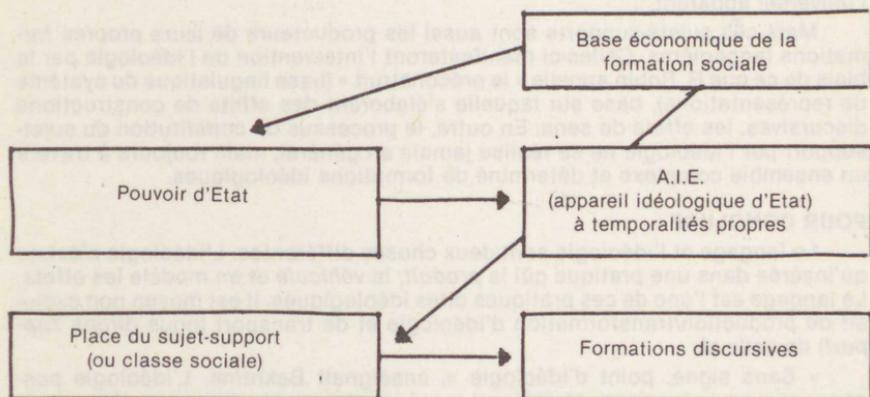
Tentons maintenant de situer les formations discursives au sens large du terme (cf. infra) dans un schéma d'ensemble figurant l'infrastructure, les superstructures et les différents rapports que ces deux niveaux entretiennent. A cette fin, j'emprunterai le schéma proposé par Régine Robin (20). J'en expliquerai les différentes étapes en marquant mon adhésion à toutes, sauf à la dernière, celle qui du point de vue linguistique est la plus importante ; sans y insister toutefois, car il s'agit d'une question fort débattue à l'heure actuelle et, somme toute, encore fort peu éclairée.

(18) BAKHTINE est ici en totale concordance avec POLIVANOV.

(19) Voir aussi HOUDEBINE, J.L., op. cit., pp. 161-173.

(20) ROBIN, R., *Histoire et Linguistique*, Paris, Armand Colin, 1973, pp. 107-117. Pour une approche marxiste du rapport entre les formations discursives et idéologiques, voir *Langages*, 37, mars 1975, pp. 9-22.

Ainsi que l'indique R. Robin, il ne faut en aucun cas lire ce schéma « dans le cadre de la causalité mécanique ». L'autonomie relative des superstructures à l'égard de l'infrastructure permet des discontinuités entre les deux instances. De plus, chaque sphère des superstructures connaît un développement selon une temporalité qui lui est propre, ce qui autorise, ici encore, des décrochements; de tels déphasages peuvent aussi se produire entre le niveau des appareils idéologiques d'Etat (A.I.E.) et la place du sujet-support (ou en d'autres termes, la classe sociale). Autant de ruptures qui nous obligent à prendre ce schéma hypothétique dans l'absolu, afin d'en saisir le fonctionnement dans le cas supposé d'une absence totale de discontinuité. Une étude historique des formations discursives se devrait, bien sûr, d'analyser ces failles. Voici donc ce schéma théorique :



La base économique de production (constituée des forces de production et des rapports de production qu'elles impliquent) met en place dans le procès productif les sujets-supports, c'est-à-dire les classes sociales constitutives de la formation sociale. Ainsi s'établit la division fondamentale entre possesseurs et non-possesseurs des moyens de production amenant les inévitables contradictions de classes.

L'arbitrage de ces contradictions s'opère via le pouvoir d'Etat et se fait, en règle générale, selon les intérêts de la classe dominante. L'Etat apparaît ainsi à travers son pouvoir comme la condensation d'un rapport de forces entre classes et fractions de classes (21). Unité de la formation sociale, il instaure son pouvoir via un « langage de l'universel », distillé et diffusé par les A.I.E. Telle est, par exemple, la fonction idéologique du discours juridique sur le « sujet de droit » (22), ou du discours scientifique de la « neutralité objective ». Aucun A.I.E. n'est à ignorer, mais il importe ici de reconnaître le rôle prépondérant de l'A.I.E. dominant dans la formation sociale au moment historique considéré. De nos jours, l'Ecole remplit sans conteste ce jeu (23).

Ce qui ne doit cependant pas nous conduire au slogan simpliste : « Ecole = Idéologie dominante ». Slogan simpliste parce que l'A.I.E. scolaire est lui aussi

(21) L'ébauche du débat entre Pierre JOYE, Jacques MOINS et Pierre GILLIS, *Cahiers Marxistes*, N° 47 et 50, 1978, est, à ce titre, fort intéressante.

(22) REMACLE, D., « Fonctions idéologiques du droit », *Cahiers Marxistes*, 49, nov. 1978, pp. 16-28.

(23) Un correctif toutefois : le rôle accru des mass-média; rôle de toute première importance dans le comportement linguistique des enfants (cf. T.V.).

le lieu d'un intense débat idéologique laissant filtrer des éléments d'idéologies non dominantes. L'école apparaît donc comme « l'un des lieux d'intégration/désintégration du système en ses contradictions non résolues » (24).

Les A.I.E. reproduisent la division réelle des rapports de production dans le langage, et plus généralement dans l'idéologie, sous la forme de l'universel. L'idéologie distillée par les A.I.E. interpelle les individus en sujets de sorte qu'ils en deviennent sujets-supports de deux manières dialectiquement complémentaires :

- 1) elle met en place le sujet par rapport aux autres, ce qui, dans une certaine mesure rappelle les rapports sociaux de production (rapports de classes) ;
- 2) elle tend à l'effacement de la mise en place du sujet-support dans les rapports sociaux. Le sujet oublie sa position, aidé en cela par le discours de l'universel apparent.

Mais ces sujets-supports sont aussi les producteurs de leurs propres formations langagières. Celles-ci manifesteront l'intervention de l'idéologie par le biais de ce que R. Robin appelle « le préconstruit » (base linguistique du système de représentations), base sur laquelle s'élaborent des effets de constructions discursives, les effets de sens. En outre, le processus de constitution du sujet-support par l'idéologie ne se réalise jamais en général, mais toujours à travers un ensemble complexe et déterminé de formations idéologiques.

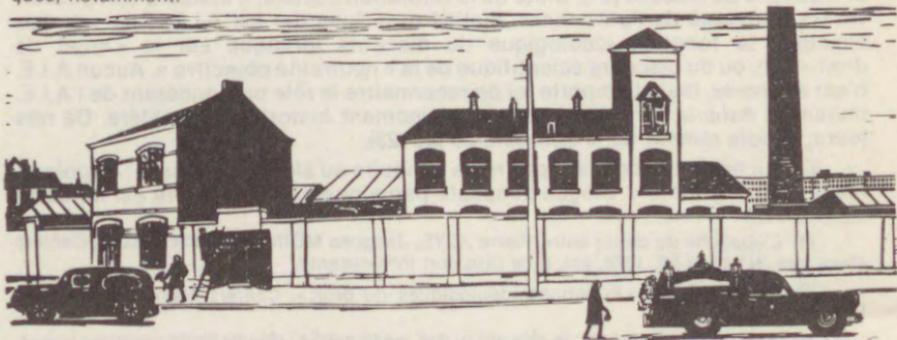
POUR CONCLURE

Le langage et l'idéologie sont deux choses différentes. L'idéologie n'existe qu'insérée dans une pratique qui la *produit*, la *véhicule* et en modèle les effets. Le langage est l'une de ces pratiques dites idéologiques. Il est moyen non exclusif de production/transformation d'idéologie et de transport (nous dirons *support*) de celle-ci.

« Sans signe, point d'idéologie », enseignait Bakhtine. L'idéologie possède, comme le langage, un référent matériel et peut ainsi renvoyer à quelque chose qui se situe hors d'elle-même. Langage et idéologie renvoient donc tous deux à une réalité qui leur est extérieure, tout en jouissant de leur propre réalité.

D'autre part, il convient de distinguer la base linguistique des processus discursifs qui se développent sur elle. Pratiquant ainsi, on évite l'erreur qui consiste à accepter l'existence de plusieurs langues appartenant chacune à des formations idéologiques différentes, et l'on se réserve aussi la possibilité d'expliquer les phénomènes d'absorption, assimilation, contradiction, rejet, etc. entre formations discursives appartenant à des formations idéologiques différentes.

(24) Ainsi que le montrent les travaux de GLUCKSMAN et KAISERGRUBER, in *Dialectiques*, notamment.



EN DIAGONALE

PRISE D'OTAGE À VIELSALM : L'« ODIEUSE » SOIF D'ESPÉRANCE

L'onde de choc provoquée par la prise d'otage d'une quinzaine de gosses dans un bus de Vielsalm vendredi 14 novembre dernier n'a pas fini de secouer les esprits. L'opinion publique a encaissé de plein fouet ce geste dramatique, insensé et désespéré avec une angoisse mêlée d'indignation, d'incompréhension et de compréhension. A de rares exceptions près, les journaux, la radio et la télévision ont tenté une approche « explicative » de l'événement et, tant bien que mal, ont mis en avant les conditions de vie sociales et familiales difficiles des trois jeunes ravisseurs dont l'ainé n'a que 21 ans.

Personne évidemment ne pouvait justifier une telle opération qui a mis en danger des vies humaines. Mais confusément, beaucoup de monde a réalisé que la société belge qui a produit une réaction de ce genre au sein de sa jeunesse doit avoir dépassé un point limite de déstabilisation socio-culturelle au-delà duquel le sentiment d'impuissance et de désespoir trouve une base sociale au refus violent qui, à défaut de débouchés et de perspectives politiques, peut aller jusqu'à des démarches collectivement suicidaires.

Une étude récente réalisée par le Centre de prévention du suicide constatait que l'augmentation de 30 % entre 1975 et 1980 du nombre de suicides surtout parmi les jeunes et les femmes s'explique par l'extension du chômage et des problèmes liés à la crise économique. Michel, Marc et Roger, ne menaçaient-ils pas d'entraîner des gosses à peine plus jeunes qu'eux dans une sorte de suicide collectif si on ne leur donnait pas l'occasion d'attirer l'attention des « ministres » sur les injustices qu'ils avaient pu constater autour d'eux ?

A un moment où le grand sondage du « Soir » venait de nous montrer une jeunesse dépolitisée qui regarde l'image de son bonheur dans un miroir « un peu fêlé », Michel, Marc et Roger n'auront-ils été qu'un symptôme dramatique, naïf et bouleversant des mutilations psychosociales provoquées par les carences de relations humaines profondes, par la dépendance croissante et les humiliations liées au chômage, à la sélection scolaire et à la marginalisation forcée dans lesquels s'enfoncent de plus en plus de jeunes.

Ce qui est frappant, c'est que, la crise aidant, la marginalisation des jeunes n'est plus un phénomène marginal. Pierre Ergo n'est pas le seul à le constater : « la génération actuelle est la première génération qui a grandi avec la crise comme toile de fond » (1). Au point qu'un langage et une sensibilité nouveaux, échappant à l'appareil traditionnel des institutions sociales, se sont progressivement développés. Malgré ses contradictions liées à la capacité de récupération commerciale du

(1) Voir les « Cahiers marxistes », n° 80, janvier 1980.

système capitaliste, le phénomène a produit un type nouveau de conscience sociale qui n'a rien à voir avec la politisation de la « génération mai 68 » mais reste néanmoins porteur de mobilisation sur des objectifs correspondant à une sorte de purisme mythique que les jeunes opposent à l'hypocrisie dominante. Il suffit de voir le succès des sections d'Amnesty International dans les écoles et se souvenir des milliers de jeunes venus manifester à Bruxelles contre le fascisme et le racisme pour constater cette sorte de « soif d'espérance »...

Le geste « odieux » de Michel, Marc et Roger s'inscrit avec maladresse et une grande naïveté dans cette même identification qui s'oppose au « pouvoir » et à tout ce qui est ressenti comme ses composantes institutionnelles (écoles, mouvements politiques, familles étouffantes, emplois aliénants et peu valorisants, presse, Etat, etc.) considérés — à tort ou à raison — comme autant de monstrueuses machines tournées contre la vie et le besoin d'épanouissement individuel. Ce n'est sans doute pas par hasard si ces trois gosses devenus pénalement des criminels ont choisi la RTBF, merveilleux symbole institutionnel, comme théâtre de leur trouble et de leur révolte.

Comme quoi, cette affaire nous interpelle bien individuellement et collectivement. Parce qu'elle illustre la responsabilité de ceux qui gèrent la crise en sacrifiant la jeunesse sur l'autel des rabotages budgétaires et des mesures de régression sociale dont sont victimes chômeurs, structures d'accueil socio-culturelles, etc. Mais aussi parce qu'elle met douloureusement le doigt sur le fossé entre ces jeunes et une gauche, mouvement syndical compris, peu capable de faire le lien entre le vécu et le politique, d'intégrer la lutte contre la marginalisation de la jeunesse dans une stratégie de combat démocratique et de proposer une « grande idée » pour l'avenir, un projet de société différent et libérateur.

Istvan FELKAI.



R.Q.-3 · GH. DU MATIN
22 x 28

Une rencontre avec Wilchar, « imagier populaire », Klutsstraat 96 à Alseberg, est de celles qui ne s'oublie pas. Fondateur, en 1941, du groupe d'artistes « Contact », il a choisi de longue date — pour reprendre ses termes — entre l'artiste comme un « lutteur » ou comme un « élégant parasite ». La meilleure précaution oratoire, avec lui, c'est de n'en prendre aucune. Loin de l'artiste-qui-fait-de-l'art, il vous explique que peinture ou dessin sont pour lui, avant tout, des moyens d'analyser une situation et d'exprimer ce qu'il a à dire à ceux à qui il s'adresse : les gens du peuple. Mais si sa démarche se veut explicitement révolutionnaire, il n'en tient pas moins farouchement à son indépendance créatrice — attitude légitime confortée chez lui par l'expérience amère des années d'après-guerre, lorsqu'il a mis son talent au service de l'action politique. Notoirement allergique au contexte commercial et élitaire des expositions, il vient pourtant d'en tenir une à l'abbaye de Forest. Mais elles lui paraissent un moyen dépassé pour les travailleurs qu'il s'agit plutôt de toucher dans leur vie, leurs lieux de vie. Lorsqu'il leur parle d'« exposer » pour eux, ils ne comprennent pas : réflexe conditionné. D'où cette affirmation non dénuée de fondement : « La culture pour un travailleur commence par sa prise de conscience de classe »... Ce n'est pas qu'un accord complet avec ses conceptions aille de soi ; je ne crois pas, comme lui, qu'il y ait « deux cultures », même si les contradictions de classe se jouent y compris — de façon complexe — sur le terrain de la culture. Wilchar, du reste, entend avant tout suivre sa propre voie : « Je ne suis pas un chef de file ». Il n'aime pas les « isme », pas même celui de « réalisme ». Peu d'œuvres à vrai dire sont aussi étrangères à tout souci d'être conforme. Mais ce n'est pas là fantaisie gratuite : frappantes par leur densité, ses planches concrétisent cette idée fort juste que, « si on veut donner une intensité maximum au contenu, on doit aussi accorder à la forme une grande importance ». Le contenu tient souvent dans des titres-choc : « Plus vous avez, moins vous êtes » (Karl Marx) ; « Un idiot riche est un riche, un idiot pauvre est un idiot » ; « Des peaux qui changent de bêtes »... Aux qualités plastiques s'ajoute bien souvent une imagination métaphorique qui fait, de ses dessins, poésie en images.

Pierre ERGO.



Samedi 13 décembre 1980

Salle de la Cité de l'ULB, av. Héger, 1050 Bruxelles, à partir de 16 h 30

POÉSIE ET LIBERTÉS

Soirée de solidarité avec les poètes victimes de la répression. Organisée par « Tout un poème » et « Une autre chanson », avec la collaboration de la Fondation Jacquemotte d'Ixelles, du Comité national d'action pour la paix et le développement, le PEN Club international, l'Association internationale de défense des artistes, etc.

Au programme : exposé de cas de poètes du Maroc, de Palestine, d'Afrique du Sud, des USA (la situation culturelle des Indiens), de Tchécoslovaquie, d'URSS, de Chine, de Corée du Sud, d'Argentine. Lecture de poèmes. Chansons de Joseph Reynaerts, Ann Gaytan, les Ateliers du Zoning et Robert. La soirée sera présentée par les écrivains Pierre Mertens et Marianne Pierson-Piérard, et M^e Alain Berenboom, juriste. Communications de l'OLP et de l'ANC. Diffusé en direct par « Radio ponctuelle ».

OFFRIR DES ÉTRENNES EN AIDANT LES C.M.

Depuis leur création en 1969, les « Cahiers marxistes » ont tenu le pari difficile d'exister.

Revue engagée, ils sont en même temps une revue ouverte. Et ceci d'autant plus que leur option marxiste est incompatible avec les dogmes qui figent la pensée. D'autant plus, aussi, que les idées sont pour eux indissociables des perspectives d'action, et que seule est décisive l'action commune des forces démocratiques.

Le foisonnement de questions nouvelles propre à notre époque, le caractère également culturel et moral de la crise, appellent un effort théorique et pratique novateur dans tous les domaines. En particulier, en ce qui concerne les rapports des processus de production avec la vie sociale sous ses aspects les plus divers. Afin de dégager des alternatives à la fois cohérentes et capables d'entraîner, permettant des solutions immédiates et débouchant sur des perspectives vraiment « libératrices ».

En dépit du fait que la crise grève le budget du travailleur, de l'étudiant ou du jeune chômeur, un abonnement aux C.M. n'est donc pas un luxe.

S'abonner, se réabonner aux « Cahiers marxistes », c'est mettre son portefeuille plus à gauche que certains portefeuilles ministériels. Voulez-vous faire plus ? C'est simple et c'est une occasion d'étrennes originales : communiquez à la revue les adresses d'amis, de parents, auxquels pourraient être envoyés des numéros de promotion. Vous pouvez même, si vous en avez les moyens, suivre l'exemple de cet abonné qui nous offre une contribution financière pour couvrir cette opération...



L'abonnement annuel (10 livraisons) : 500 F (*)

L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 250 F (*)

Etranger : 600 F (*)

Soutien : F

(*) Nous attirons votre attention sur le fait que, bien malheureusement, à partir de janvier 1981, ces tarifs passeront respectivement à 600 F, 300 F et 700 F.

ADRESSE : 20, avenue de Stalingrad — 1000 Bruxelles

Téléphone : (02)412.90.15

CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte.

Auteur-éditeur responsable et correspondance

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

60 F